LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°125 - Juillet 2008ko Uztaila
MENSUEL : 2 €

Claire Noblia présidente

Proposition Ibarretxe p. 2-3
Enquête socio-linguistique p. 10-11
L'avenir de la pêche p. 17
Xavier Lacoste p. 20

Débat au Parlement sur le projet de Consultation

En début de séance, le Lehendakari, premier intervenant a laissé voir sa joie d'être enfin arrivé à ce moment où le Parlement va donner aux citoyens basques le pouvoir de décider. Ibarretxe est un homme de parole et il a agi de façon à remplir la promesse faîte aux citoyens basques en début de législature : « être consulté ». « Hitza hitz » dit la sentence basque. Devant journalistes et caméras venus de partout, il a repris ses raisonnements face à ses adversaires du PP et du PSOE hostiles au projet de loi « ce n'est pas celui qui consulte le peuple qui divise, mais celui qui interdit la consultation » « une consultation populaire est une forme de participation politique pratiquée normalement en Europe et dans le monde » « plus le niveau de vie et d'éducation d'une société est élevée, plus grande est sa volonté de participer aux Affaires Publiques. C'est ce qu'ont connu les Etats Unis et l'Europe avec un grand nombre de consultation : plus de 100 en Europe cette dernière décade ».

Convaincu qu'il s'agit « d'une journée historique » Ibarretxe rappelle que le chemin tracé vers la consultation du 25 octobre comprend, une fin dialoguée de la violence de ETA et un processus de dialogue entre partis pour un nouveau cadre politico-juridique. Un chemin vers le futur non exempt de difficultés mais qui fait rêver parce qu'au XXI[e] siècle, les projets de « vivre-ensemble « entre les peuples s'appuient sur « la libre adhésion et non sur l'imposition ».

C'est ce qui se trouvait dans sa proposition politique de septembre 2007 au Parlement. Cette proposition fut présentée pour accord au chef du Gouvernement espagnol qui le refusa. Ce refus a suscité l'initiative du projet de loi sur la consultation. Une consultation démocratique réalisée en toute sérénité et sans drame. « Consulter les citoyens n'est pas dramatique. Consulter est simplement démocratique ».

Le débat entre partis

Les partis favorables à la consultation prenaient ensuite la parole.

Aintzane Ecenarro de manière animée et fluide expliqua pourquoi Aralar, son parti est favorable à ce projet de loi, parce que c'est une façon de mobiliser la société sinon nous augmentons l'écoeurement et la résignation des citoyens ». A la fin de la séance avec des membres d'AB, elle estime que cette consultation est un point d'inflexion aussi pour Nafarroa et Iparralde.
Le suivant fut Unai Ziarreta de EA. De manière assez exagérée, il qualifia son parti EA, de principal propulseur de la consultation. Cette exagération monta encore d'un cran lorsqu'il déclara que cette consultation proposée par toutes les forces politiques et syndicales basques ouvre la voie à une République basque en Europe.
Enfin Kontxi Bilbao de EB disait que le résultat de cette séance pleinière représenterait pour la gauche le sommet d'une revendication et d'une aspiration qui est et sera notre emblème : donner la parole aux citoyens pour gérer les Affaires publiques.

Puis vint le tour du porte-parole d'EAJ-PNB, Joseba Egibar qui fit le discours le plus centré sur le sujet et le plus brillant, selon Andoni Ortuzar.
Il rappelle l'existence du « conflit basque » auquel il faut mettre fin par la reconnaissance d'Euskal Herria comme sujet politique.
Il expliqua que socialistes et populaires veulent empêcher les citoyens basques de se prononcer en leur mettant « une muselière ». Ceci parce qu'ils ont une conception d'Etat uninationale, ce qui empêche la reconnaissance du double sujet politique, le basque et l'espagnol. « si cette démarche n'aboutit pas à un cadre juridico politique où les deux sujets politiques puissent vivre ensemble, le conflit ne s'arrêtera pas ».

Enfin, il critiqua EHAK pour sa stratégie de diviser son vote pour « punir » EAJ-PNB et leur demanda sur quoi ils se basaient pour dire qu'EAJ-PNB fraudait. En plus, il indiqua que beaucoup de citoyens ne comprennent pas leur choix et que si EAJ-PNB et le Gouvernement basque n'obtiennent pas que le droit à décider puisse s'exercer, ce ne serait pas par manque de volonté.

Les partis opposés à la consultation

EHAK allait donner une voix au projet de loi et permettre ainsi son adoption par le Parlement. Pourtant, à cause du discours que tiendrait Nekane Erauskin, la porte-parole d'EHAK, ils seront classés comme un parti opposé à la consultation.

Utilisant le même langage et les mêmes concepts que ETA, elle agressait violemment EAJ-PNB et Ibarretxe en disant qu'ils réalisaient une tromperie en présentant ce projet de loi. Finalement, il y avait 7 abstentions et une voix pour qui donnerait un score final de 34 à 33 en faveur de la consultation.

Patxi Lopez du PSOE qui ne pense qu'aux prochaines élections autonomiques où il espère être Lehendakari allait également être très agressif en disant qu'Ibarretxe voulait détruire 30 ans de consensus en 45 secondes. Il se prévalut ensuite du statut de Gernika (dont 37 compétences n'ont jamais été transférées NDLR) parce qu'il représente des idées et des appartenances diverses. « si vous allez avec Loiola et Lizarra, moi j'irai avec le statut de Gernika ».
Il décrivit Ibarretxe comme celui qui incarne tous les maux et oublie qu'il y a à peine 6 mois, le PSOE appuya avec ses votes un accord aussi important que celui du budget (rappel du populaire Leopoldo Barreda). Il déclara que ce qui intéresse Ibarretxe, ce n'est pas tant la Nation que le fait de savoir à qui appartient la Nation. Puis il passa aux futures élections autonomiques, qui est ce qui l'intéresse le plus et dit qu'il n'entrerait pas dans la confrontation entre blocs, suicidaire pour le pays. « Euskadi nous devons la faire entre tous et non les uns contre les autres ».

C'est Leopoldo Barreda qui s'exprima au nom du PP. Lui aussi évidemment contre cette proposition de loi qui divise et poursuit un objectif de rupture. Il accuse aussi Ibarretxe de s'appuyer sur ETA et cita la liste des « faveurs » faîtes à la gauche abertzale comme la loi sur les victimes qui leur vient en aide. Il regretta aussi les efforts d'Ibarretxe pour un voyage qui ne mène nulle part et que l'incertitude crée par ce projet de loi allait faire baisser le bien être des citoyens. Il fit beaucoup de citations de Bernardo Atxaga à J.F Kennedy.

Pour finir, il s'en prit à la Présidente du Parlement Izaskun Bilbao, la soupçonnant d'avoir organisé la ronde des partis de manière qu' EAJ-PNB parle en dernier. Selon lui, cette journée était celle de la petite histoire du nationalisme basque.

Répliques

Le Lehendakari allait utiliser son tour de réplique pour mettre bien des choses au point. Il reprocha aux socialistes « d'être passé de la lutte des classes à la lutte des phrases » et qu'il n'y avait aucun argument solide dans leurs critiques sur la proposition de loi. Il leur rappela que leur parti, le PSOE agit de manière opposée au Pays basque par rapport à la Catalogne et à l'Andalousie où des consultations ont été réalisées. Enfin, il leur rappela leur récent dialogue avec ETA. « Voulez-vous me dire M. Lopez qui divise le plus : Zapatero parlant avec ETA ou avec le Lehendakari ? Vous dîtes qu'un accord avec ETA est plus légitime qu'un accord avec le Lehendakari ? »

Il donna la liste de tous les rendez-vous réalisés avec le PSOE alors qu'on lui reproche de ne l'avoir jamais réalisé. « Vous connaissez tous les hôtels, pour y avoir réalisé des propositions. J'aurais aimé que vous les ameniez ici, au Parlement basque et que l'on en discute ensemble ». Il les accusa d'avoir remplacé le PP dans l'intransigeance « tout pour le peuple basque, mais sans le peuple basque ».

Il fut également dur avec EHAK et leur lança « ceci n'est pas un jeu ». N'ajoutez pas ici de nouveaux prétextes (le drapeau, la monarchie, la centrale de Lemoniz). Sommes-nous d'accord de donner la parole aux citoyens basques pour leur demander deux choses ou non ? Ici, nous devons parler clairement et vous aussi. »
Voici quelques unes des interrogations les plus importantes de cette session historique du 27 Juin 2008. Grâce à la ténacité et à la clairvoyance admirable de notre Lehendakari, nous sommes arrivés jusque-là : avoir une loi permettant la consultation des citoyens.
Milesker handi bat zuri Lehendakari, zurekin gaude eta lagundu nahi zaitugu !

Devant la menace de recours au Tribunal Constitutionnel du gouvernement espagnol, Eusko Jaurlaritza a commencé une vaste campagne d'information des citoyens basques, car le gouvernement dit des mensonges sur la légalité de la consultation.
De toute façon le recours ne peut se faire qu'après la publication dans le B.O. de la loi par le gouvernement basque, ce qui ne se produira que vers le 15 juillet.

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Rédaction :
Fernando ALMANDOZ, coordination / antolaketa
Aitor ARANDIA, zoom / behakoa
Jean BARENETCHE, échos du sud / handik
Dominique BIADOS, économie / ekonomia
Ramuntxo CAMBLONG, coordination / antolaketa
Gilles CHOURY, échos du nord / hemendik
Philippe DULUC, édito / sar hitza
Gorka, dessin, killika, xorrotx
Christophe IRASSART, Europe / Europa
Jean-Pierre ITHURBIDE, cap au sud / anaien berri
Jean-Marie IZQUIERDO, international / nazioartea
Jean-Claude LARRONDE, notre histoire / gure historia
Argitxu NOBLIA, société / gizartea
Beñat OTEIZA, vie de l'Alderdi / alderdiaren bizia
Manuel VAQUERO, dossier / azterketa

N° CPPAP 0608 P 11238

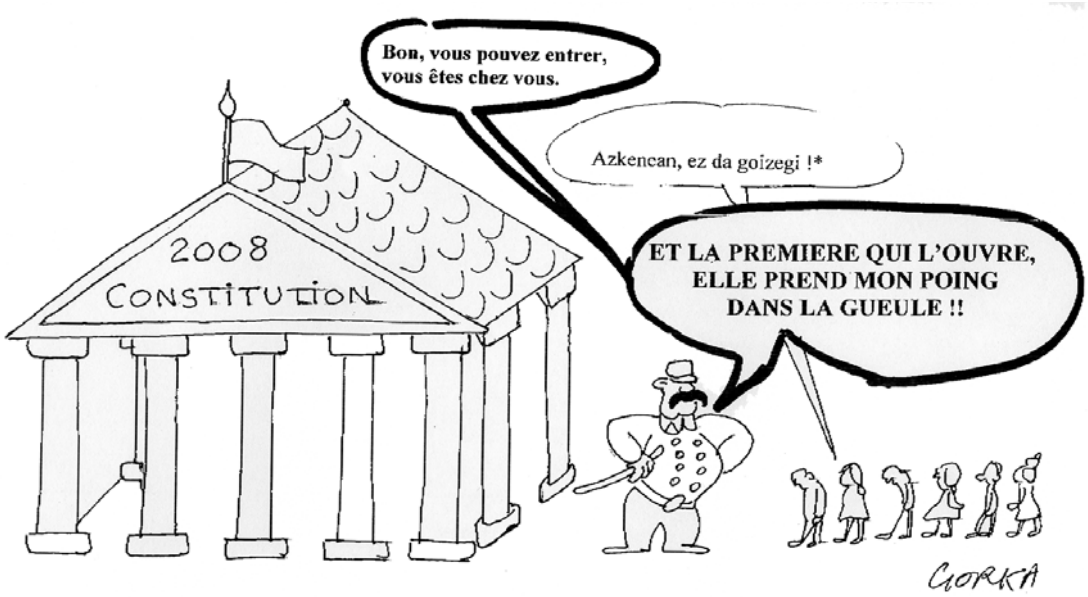
Consultez notre blog :
http://lema.over-blog.net

Une femme à la tête

En 1969, elle lançait cette idée, insensée à l'époque, d'enseigner la langue basque aux enfants d'ici, alors que la langue commençait sa lente agonie. Depuis comme l'a montré l'enquête socio-linguistique publiée récemment, le train vers la disparition programmée a ralenti. Il convient désormais de l'arrêter dans un premier temps puis de l'inverser ensuite.
Aujourd'hui en 2008, elle est élue par les deux tiers des groupes locaux, des herri biltzar, à la tête d'EAJ-PNB en Pays basque nord. Un parcours naturel et logique pour notre nouvelle présidente, Claire Noblia.
La récupération linguistique, tout d'abord, l'environnement basque et l'identité de notre territoire, dans l'Europe,voilà les axes forts de Claire Noblia.
Son slogan, DURER et CONSTRUIRE, pourra aider à prendre les bonnes directions de travail. Sa devise : « Je suis faite de ce que j'ai fait». Elle promet de continuer à oeuvrer pour le Parti, en travaillant avec tous les alderdikide et au delà en ouvrant divers partenariats avec les habitants de notre pays. Sur un terrain plus politique, elle tentera de développer les relations avec ceux qui partagent une sensibilité abertzale, tolérante et ouverte ainsi qu'avec ceux qui se revendiquent centristes européens.

Pendant ces quatre ans de mandat, LEMA aura l'occasion de mieux connaître et faire connaître ses idées et ses initiatives.

Mais en attendant, qui mieux qu'une femme qui se définit comme «une vieille connaissance de travail, de lutte», son amie, Jeanne Lassartesse, pour conclure sur Claire : Félicitations, Claire, des femmes comme toi, il en faudrait un peu plus, je sais que tous tes engagements qu'ils soient politiques, éducatifs ou associatifs, ont toujours marqué nos mémoires, et surtout ont fait avancer les choses. Dans mon entourage il y a pas mal de femmes de ta trempe, qui font bouger les choses non sans mal, c'est souvent laborieux, mais comme on dit " ce que femme veut…"
Dans le même temps, le Parlement basque a voté le 27 juin favorablement pour le projet du gouvernement basque d'organiser une consultation des électeurs d'Euskadi le 25 octobre prochain sur deux questions sur la paix et le droit de décider. Madrid qui n'applique toujours pas le Staut de Gernika complètement, essaie tant bien que mal d'empêcher que le peuple basque s'exprime. Les tribunaux vont-ils encore une fois faire taire la démocratie ? Souhaitons que non.
Nous nous retrouverons dans un mois avec un numéro un peu spécial largement consacré à Pays basque 2020. Bonnes vacances pour ceux qui ont cette chance.



La France se modernise :
LES LANGUES REGIONALES ENTRENT DANS LA CONSTITUTION

**Enfin, c'est pas trop tôt !*

Pastorala Ezpeizen

Cette année, ce sont 4 villages qui ont l'honneur de mettre en scène la pastorale : Ainharbe, Ezpeize Undüreine, Sarrikotapea, Urrüstoi Larrabile.

Xiberoko jauna pastorala sera jouée les 27 juillet et 3 août à Ezpeize entre Maule - Mauléon et Donapaleu - Saint-Palais par une centaine d'amateurs.

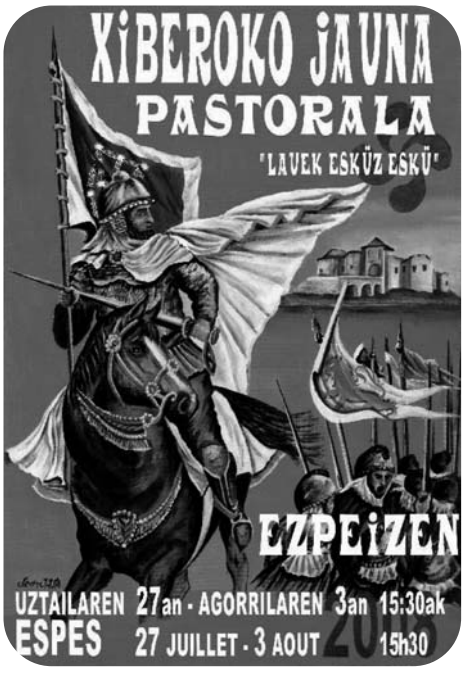
Pour beaucoup ce sera forcément une première : la dernière pastorale à avoir été jouée dans un de ces villages remonte au XIX[e] siècle !

Du coup, les acteurs ont redoublé d'énergie pour s'atteler à leur tache : raconter l'histoire du dernier vicomte de Soule-Xiberoa, Oier. Un homme très batailleur qui dût lutter contre de puissants voisins anglo-aquitains, béarnais et français.

C'est l'euskaltzain Jean Louis Davant qui en a écrit le texte, alors que la mise en scène a été assurée par l'errejent Jean Fabien Lechardoy et les chants par Lüxi Camus Etxekopar.

D'après les premiers échos, la pastorale de 2008 s'annonce rythmée, grâce notamment à ses nombreux chants, danses et batailles.

Du côté du programme, la journée débutera à 10h par la messe en l'église d'Undüreine suivie du défilé. A 13h, repas sur le site et représentation à 15h30 très précises !



Halte à l'ancien régime !

Vous connaissez l'écrivain François Taillandier ? Non ? Dommage. Parce que lui, il nous connaît. Eh oui, il connaît parfaitement les basques, bretons et autres alsaciens qui aimeraient bien que l'on reconnaisse leurs langues régionales.

Il nous connaît si bien que dans un récent article dans le figaro (24 juin), il s'est laissé aller à quelques confidences. La demande de reconnaissance des langues régionales n'est en fait qu'une « reviviscence des pittoresques disparités de l'Ancien Régime, voire des rêves pastoraux du Maréchal [Pétain]. Ah ça, il fallait y penser. Heureusement, François Taillandier nous met en garde en produisant un discours innovant et jamais entendu auparavant sur le danger « de toute sortes d'identitarismes et de communautarisme…d'une politique ethniciste qui remplace la citoyenneté par l'héritage de la terre et du sang ».

Il semblerait donc qu'il y ait le feu dans la maison France : les 15% (en étant large) de citoyens français qui parleraient une langue régionale seraient une menace pour la nation tout entière ?

La solution selon l'érudit franco-français ? « Tout jeune Français devrait apprendre une des langues de l'Union, ainsi qu'une des grandes langues véhiculaires (l'espagnol, l'anglais). La France du XXI[e] siècle aura également un besoin vital de gens qui parlent, par exemple, le chinois ou l'arabe ». Sous entendu, pas les langues régionales ?

Mais l'un empêche-t-il vraiment l'autre ? Les études n'ont-elles pas montré qu'un enfant, réellement bilingue, apprend d'autant mieux d'autres langues par la suite ? Autant de questions sur lesquelles François Taillandier ne voudra certainement pas se pencher, de peur que les conclusions ne lui soient pas tout à fait favorable…

François et les sénateurs

A défaut de bien nous connaître, François Taillandier doit bien connaître les sénateurs puisque, comme un seul homme, une large majorité d'entre eux a voté la suppression de l'article voulu par l'assemblée nationale française et qui donnait un brin de reconnaissance à nos langues régionales (215 pour, 102 contre, 4 abstentions et 8 qui ne se sont pas prononcés).

Il a également fait des émules dans les régions où des langues minoritaires sont parlées. C'est la cas du sénateur béarnais Auguste Cazalet, du gersois Aymeri De Montesquiou ou du tahitien Gaston Flosse qui ont voté pour la suppression de l'article. Du côté des sénateurs locaux, Annie Jarraud Vergnolle a voté contre la suppression alors que Didier Borotra, absent le jour du vote, a été comptabilisé parmi les abstentionnistes.

Après ce vote historique qui sauve la France éternelle du danger des parlers locaux (Mélenchon et consorts doivent dire quelque chose dans le genre), une seconde session de rattrapage devrait avoir lieu pour les députés.

Français sans sénateurs ?

Les sénateurs sont toujours à la pointe de l'actualité et la rapidité de leur vote n'a d'égale que la bonne connaissance du pays profond. Ainsi, s'ils sont près de 68% à estimer que les langues régionales ont forcément la place qu'elles méritent (c'est à dire pas grand chose), les français sont autant à penser… le contraire. Un récent sondage du quotidien Ouest France, montre que 68% des français sont favorables à la décision de l'assemblée nationale (surtout les jeunes à près de 80% pour les moins de 30 ans). Et par conséquent, opposés à la décision de 68% des sénateurs !

Et puisque le gouvernement ne compte pas supprimer le sénat, peut-être pourrait-il leur suggérer de ne pas lire que François Taillandier.

Bascophones à la hausse

26% des habitants des 7 provinces sont bascophones. C'est ce qui ressort de l'enquête socio -linguistique menée en 2006 et qui vient d'être présentée par le gouvernement basque. Des chiffres différents selon les provinces : 30% dans la communauté autonome d'Euskadi, 11.1% en Navarre et 22.4% en Pays basque nord. Le nombre de bascophones augmente là où une politique publique de développement est menée (Euskadi et Navarre) et régresse en Iparralde (-11 % de bascophones entre 1991 et 2006). Mais petite lueur d'espoir, grâce à l'enseignement bilingue, le nombre de bascophones augmente chez les plus jeunes.

Zoom sur l'eurorégion

C'est ce qui ressort d'une étude menée par la CCI de Bayonne Pays basque sur l'eurorégion Aquitaine/ Euskadi/ Navarre. Etude de 40 pages que l'on peut se procurer moyennant 20 euros auprès de la CCI.

Pas de surprise, si côté superficie, l'Aquitaine arrive en tête et si côté population c'est Euskadi qui remporte la palme (2.1 millions d'habitants et une densité de 295 habitants au km^2).

Pèle mêle, on relèvera que le taux de natalité est plus fort en Aquitaine (10,6 pour mille contre 9,3 en Euskadi et 10,5 en Navarre) mais que l'espérance de vie est la plus longue en Navarre (77,4 ans contre 76,4 en Euskadi et 75,8 ans en Aquitaine.

Côté revenu disponible brut par habitant, l'Aquitaine devance ses deux voisines avec 16 700 euros (en 2004) contre 15 800 euros. Mais ce revenu a augmenté plus vite outre Pyrénées entre 2001 à 2004 (18,2 % en Euskadi et 16,5 % en Navarre contre seulement 8,3 % en Aquitaine). Ce qui fait que les écarts de richesse entre territoires se sont réduits.

Gazte eta errebelde !

Errebeldeak, protestazaleak, konformagaitzak, berritzaileak, ekimenekoak, prestatuak, anbiziodunak... horrenbeste dira gazteei ematen dizkiguten adjektibo, topiko, betebehar eta debozioak, zorabioa etortzen zaidala.

Alderdi politikoekaz eta beste kontu anitzegaz gertatzen den bezala, denborak aurrera egin ahala badirudi gazteen gaineko irudi desitxuratua sortzeko joera dugula.

« harrigarria egiten zait gizarte kontzientzian orokorrean sorrarazten dugun sinesgarritasun eskasa »

Sinestezina da zenbat eskatzen diguten, zenbatetan entzun behar dugun zer egin behar dugun, nolakoak izan behar garen, dauzkagun aukerak, bizi garen moduan bizitzeagatik dugun zortea... baina aldi berean harrigarria egiten zait gizarte kontzientzian orokorrean sorrarazten dugun sinesgarritasun eskasa.

Orain egun batzuk oso jende anitzarekin egoteko aukera izan nuen. Oso adin ezberdineko emakume eta gizonak azken 25 urteotan bizi izandako eboluzioaren gainean mintzo ziren, hurrengo 25 urteetan espero zitekeenaz bezalaxe.

Gaztetasuna eta talde bizia

Aukera hori aprobetxatzen saiatu nintzen, jende horrek gazteriaren gainean zuen iritzia ezagutzeko, eta harritu ere egin ninduen gehienek orokorrean gazteriaren gainean oso iri- tzi ezkorra zutela ikusteak, eta, aldiz, solaskideek beren etxekoen borondatea zorrozki nola defendatzen zuten entzutea. " Zorteduna naiz ! ", zioten, "nire semea, biloba... pertsona onak dira, langileak, etxeko lanak egiten dituztenak, ikasle finak... formalak ". Bizipen pertsonal onak dituzte, baina, hala eta guztiz ere, gazteriak orokorrean sorrarazten dien iritzia negatiboa da positiboa baino.

« hedabideek gazteriari emaniko tratamendua ez da laguntza handikoa »

Guzti hori, gure gizarte honetan bizi dugunaren isla da. Topiko negatiboetarako joera dugu. Ziurrenik, beste eremu batzuetan gertatzen den moduan, gazte talde batzuk jarduera negatiboei, suntsikorrei, tolerantziarik gabekoei... uztarturik agertzen direlako izango da, eta euskal gazteriaren irudia bere egiten dute.

Seguraski hedabideek gazteriari emaniko tratamendua ez da laguntza handikoa, baina hori logikoa da, eskandalua, sentsazionalismoa eta morboa bakarrik albiste diren gizartean bizi garelako.

Aitzitik, egia da modu berean gu garela, gizarte masa gazte handia dala, neurri baten, hori gertatzea ahalbidetzen dugunak. Parte-hartzerik ez dugula, guztiaz paso egiten dugula, gertatzen denaren gainean interesik ez dugula, esku hartzen ez dugula esaten dutela… onartzen dugu, nahiz eta errealitatea beste bat izan.

Boluntario gehienak gazteak dira. Egunero boluntario eran jarduera ezberdinetan beren denbora libre gehiena jartzen duten gazteak ezagutzeko aukera dut; aisialdiko begiraleak dira, udalekuak antolatzen dituzte, kanpamenduetako arduradunak dira, beren auzoetako bizitza dinamizatzeko jardueratan murgildurik dabiltza, eskolako curriculumetik kanpo hezkuntza lanetan parte hartzen dute, eta garatzeko bidean dauden herrialdeetan laguntza proiektuetan laguntzen dute. Itzalean egiten diren lanak dira, propagandarik gabe, eta ziurrenik ez ditugu behar bezala balora-tzen, faltan botatzen diren arte. Positiboak izan arren, ohikotzat jotzen dugun guztiarekin gertatzen den moduan.

« ez da egia gazteek parte hartzen ez dutela »

Eremu birtuala blogez, foroz, txatez, eta abarrez josita dago, azken batean, batez ere gazteek esku hartzen duten iritzi eta partehartze eremu berriez. Artearen eta kulturaren abangoardian gazte baliotsuak daude, eta Euskadiko ekimenen tasa goraka doa, funtsean gazte askoren ekimenari esker.

Gazteak gune bereziak bila

Ondorioz, ez da egia gazteek parte hartzen ez dutela. Hobe litzateke esatea interesgarri zaien horretan parte hartzen dutela. Horrexegaitik gizarteak ezin ditu bere lehentasun eskalara behartu. Interesak, formak, moduak, edukiak eta estetika, guztia da liluragarria eta anitza gizarte gazteaz hitz egiten dugunean.

Euskal gizarteak ezin du onartu hitzaren indarra aldarrikatu arren, unibertsitate publikoaren egoitza hondatzen duten horiekin, edota botiloia egiten dutenekin edota zaborron-tziak erretzen dituzten horiekin identifika- tzea bere gazteak. Errealitate hori ezin da ukatu, baina garrantzitsuagoa den beste bat ere bada, ugariagoa, ekoizpen handiagokoa eta nabarmenki baliotsuagoa: Hain zuzen ere, zorionez, gazteriak errebelde izaten jarraitzen duela, partehartze modu tradizionalen aurka egiten duela, klixeetatik ateratzen dela eta ezarri nahi dieten uztaitik igarotzeari ezezkoa ematen diola.

Gazteak originalak dira, bai funtsean zein formetan, eta hori da etorkizuna eraikitzeko orainari, egunez egun, begi kritikoaz begira-tzen dion giza talde honen aberastasunik handiena.

Errebeldeak, konformagaitzak, originalak, errebindikazio zaleak... gara ; besterik gabe, gazteak gara.

Maitane Leizaola (Deia)

Et maintenant ?

Les Irlandais ont rejeté le Traité de Lisbonne à près de 54% lors du référendum du 12 juin dernier. Il a suffi de quelques 3 millions d'électeurs (moins de 1% de la population de l'Union !) pour gripper à nouveau la machine européenne.

Juridiquement les choses sont claires ; le droit international est formel : un traité européen, qui est un traité international, ne peut être ratifié, et donc ne peut entrer en vigueur, qu'à l'unanimité des Etats-membres (sauf à ce que les Etats aient préalablement décidé qu'il serait ratifié à la majorité… ce qui n'a pas été le cas en l'espèce pour le Traité de Lisbonne).

Pour autant, et l'histoire de la construction européenne l'a prouvé à plusieurs reprises, rien n'est définitivement figé ; on constante même que souvent, c'est à l'occasion de crises que le projet européen a franchi de nouvelles étapes.

Les différentes voies de sortie

Donc, même si d'un strict point de vue juridique le Traité de Lisbonne ne peut entrer vigueur, les 27 disposent sur le papier de différentes options :

• une renégociation du Traité : cette voie est inenvisageable, le Traité de Lisbonne étant déjà une sorte de « Traité de rattrapage » suite à l'échec du projet de Constitution européenne en 2005, du fait des « nons » français et néerlendais…

• son abandon pur et simple : cette option est difficile à envisager dans une Union à 27 qui a justement besoin de ce Traité pour fonctionner efficacement et être en mesure de prendre des décisions ;

• l'organisation d'un deuxième référendum en Irlande sur le même texte mais assorti de dérogations. Dans l'absolu, cette option est possible ; un précédent existe avec le Traité de Nice qui avait été rejeté par les Irlandais dans un 1er temps (en 2001), avant d'être approuvé l'année suivante. Dans ce cas, on peut s'interroger sur les dérogations supplémentaires que Dublin pourrait obtenir tant elle en a déjà obtenues, en matière de respect de sa neutralité ou de fiscalité par exemple. Au-delà, cette voie pose un problème démocratique majeur : au nom de quoi obliger un peuple à revoter tant que le résultat escompté n'est pas atteint ?

Brian Cowen, premier ministre irlandais

• l'hypothèse d'une Europe à plusieurs vitesses : juridiquement, l'Irlande ne peut pas être exclue mais elle risque de se trouver politiquement marginalisée ; et certains estiment que l'idée d'un « noyau » de pays membres décidés à aller de l'avant pourrait se concrétiser... ce qui pose plus de questions que ça n'apporte de réponses.

Pour le moment, l'horizon n'est pas très dégagé et cette situation ne va pas faciliter la présidence française de l'Union à compter du 1er juillet. Dans ce flou, certains préconisent de consacrer tous les efforts à des réalisations et des projets concrets (en s'appuyant notamment sur les priorités de la présidence française : énergie, environnement, défense, immigration…) sans se préoccuper des questions institutionnelles. Le problème est que pour mettre en œuvre des actions communes, il faut disposer des mécanismes de décision qui permettent de décider à 27… c'est justement la vocation du Traité de Lisbonne…

Le contenu du texte et la méthode de ratification

Au-delà, cet épisode irlandais pose la question de la méthode de ratification, comme l'a indiqué Alain Lamassoure. Pour lui, elle comporte trois défauts majeurs : l'obligation de l'unanimité qui était concevable dans une Europe des 6 mais qui n'a plus trop de sens dans une Union à 27 ; le choix laissé à chaque Etat-membre du calendrier et de la méthode de ratification qui n'est pas de nature à clarifier le paysage ; les inconvénients liés à la procédure même du référendum qui, s'il ne porte pas sur une question simple et n'est pas précédé d'un véritable travail de pédagogie, peut vite devenir une occasion de répondre à côté ou de se défouler…

En définitive, c'est le contenu même du texte qui interroge : bien que qualifié de « simplifié », tout le monde s'accorde à dire que le Traité de Lisbonne est illisible. Ne faudrait-il pas s'orienter vers une démarche en deux temps, à l'image de ce que Gérard Onesta avait proposé avec son « Plan A+ », à savoir, séparer :

• d'un côté, le Traité constitutionnel à proprement parler qui serait un texte court, lisible et compréhensible ; il ressemblerait à une véritable Constitution et serait axé sur les valeurs de l'Union, le cadre institutionnel et les droits fondamentaux ; ce texte serait ratifié par une majorité qualifiée, à travers une consultation des peuples organisée le même jour dans tous les Etats-membres ;

• de l'autre, un texte regroupant l'ensemble des politiques opérationnelles de l'Union et qui serait quant à lui soumis plutôt à une ratification parlementaire dans chacun des Etats-membres.

Une voie à suivre ?

Laurence Nagard : “ Le conseil est nécessaire au changement ”

Le tissu associatif est particulièrement dense en Pays basque nord. Il propose des services indispensables à la population. Ce secteur très vaste a besoin d'outils pour accompagner leur évolution. Laurence Nagard anime le cabinet Recto-Verso qui répond à ce besoin.

Quelles sont les principales attentes du monde associatif ?

Le contexte est souvent le même. La pérennisation du poste des salariés est une contrainte qui pousse le monde associatif à des solutions. Les associations sont en profonde mutation et acquièrent une mentalité de responsabilisation. Recto-Verso intervient pour le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) financé par l'Etat, l'Europe et la Caisse des Dépôts et Consignations ; dans les Pyrénées Atlantiques, le dispositif est géré par deux organismes : Initiative Instep et Sport Pyrénées Emploi.

Comment intervenez-vous ?

Ce sont les associations qui sollicitent le DLA. Suivant les secteurs d'activités, un des deux organismes précités réalise un premier diagnostic de la situation. Dans le cadre d'un appel à propositions, des cabinets agréés comme le nôtre sont alors sollicités. Nous analysons leur document et proposons un plan d'action et une méthodologie adaptée. Ces organismes et les associations concernées choisissent le projet qui leur semble le plus approprié.

Le principe de l'intervention est d'être très bref non pas pour survoler de façon superficielle le problème, mais pour aller à l'essentiel, pour être percutant et favoriser le changement.

Notre mission d'accompagnement dure entre 3 et 5 jours avec plusieurs rencontres de 3 ou 4 h. La durée d'intervention est en général étalée sur plusieurs mois.

Disposez-vous du temps suffisant pour être efficace ?

Oui, l'efficacité d'une intervention n'est pas proportionnelle au nombre d'heures d'accompagnement ; l'expérience prouve que la force de l'accompagnement tient, entre autre, au facteur temps. Il faut être extrêmement méthodique et le bavardage n'est pas de mise… Il faut également rajouter que le temps de rencontre n'est que la partie visible de l'accompagnement : les associations et le consultant ont du travail entre chaque séance ! Certaines personnes sont parfois réticentes au départ et au fur et à mesure constatent l'utilité de la démarche.

Quel est l'essentiel de votre apport ?

Nous arrivons avec un regard extérieur, expérimenté et distancié du quotidien vécu par les salariés et les administrateurs. Nous n'imposons rien mais nous les aidons à repenser leur projet. Nous analysons les problèmes vécus. Par le dit, nous parvenons à rentrer dans le non-dit et cela est parfois difficile à montrer. Certains propos sont souvent révélateurs de dysfonctionnements plus profonds et enracinés qu'il est nécessaire de regarder en face pour avancer. Par exemple, très souvent, les salariés ont un rôle trop important, face à la présence trop faible des administrateurs dans le quotidien des associations.

Les associations en quête de promotion

Nous amenons ensuite la structure à définir une base solide, à exprimer clairement leurs valeurs, les principes qui les incitent à agir. Les objectifs sont souvent très généreux. Nous rentrons dans la part de rêve mobilisatrice, celle qui permet de motiver, d'avoir un projet associatif clair et partagé. Il faut ensuite que les actions soient en cohérence avec les principes énoncés.

Très souvent, les associations disposent de ressources inexploitées. Nous les aidons à les organiser pour les valoriser au mieux, créer de nouveaux projets et devenir acteurs de leur avenir.

Assurez-vous une formation quelconque ?

Il s'agit plutôt d'accompagnement. Les personnes se forment dans l'action, dans la réalisation. Il n'y a pas de coupure entre la théorie et la pratique. Les principales difficultés relèvent, non pas de la capacité à créer mais à réaliser, à formaliser un dossier de financement, à trouver les partenaires financiers privés ou publics, à élaborer un plan de communication. Dès le départ, notre plan d'action est concret. A la fin de la série des entretiens, nous fixons des objectifs précis sur une période déterminée, de telle sorte, que la voie à suivre est clairement balisée.

Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous vous heurtez ?

La résistance au changement est un frein que nous devons lever en douceur. Changer des habitudes prises, remettre en cause des modes de fonctionnement est parfois difficile à réaliser. Le changement ne doit plus être vécu comme un risque, l'entrée dans une zone dangereuse, mais comme une opportunité.

Certains ont également parfois l'impression de perdre leur âme. Ils ont la conviction de remplir une mission de service public qui légitime un soutien public. Ils vivent difficilement notre méthode qui pousse à la responsabilisation, à la création de ses propres sources de financement, de ses ressources, à rentrer finalement dans une culture d'entreprise privée.

Quelles sont les limites de votre méthode ?

Bien sûr, nous n'avons pas de solution miracle, mais lors de la période de suivi et d'évaluation, les évolutions observées (création ou pérennisation des emplois, montage de dossiers, organisation cohérente…), les comportements d'adhésion au changement… donnent le moral et l'envie de se lever le matin !

Y a -t-il une spécificité des associations en Pays basque ?

L'identité basque est un terreau extraordinaire pour susciter des initiatives. La Bretagne connaît un phénomène similaire. Le sens donné aux actions est très fort, très puissant et créé du dynamisme. La culture, l'identité, semblent être de toute évidence à l'origine de cette force vive, pétrie de valeurs et porteuse de changement.

Les langues “ régionales ”, une richesse dangereuse

Les langues dîtes régionales seront-elles reconnues dans la Constitution française ? Vieille revendication abertzale et de tous les défenseurs de ces langues minorisées. Suite au refus du Sénat, cette révision constitutionnelle est incertaine. Néanmoins, nous analysons le premier projet à avoir obtenu le soutien de l'Assemblée Nationale.

Le 22 mai dernier, au cours du débat sur la révision constitutionnelle, la proposition d'inclure à l'article premier du texte fondamental « les langues régionales appartiennent au patrimoine de la nation » a été retenue.

Le Sénat rate le train de la modernité

Pourtant, le 7 mai dernier, lors du débat sur ce thème, Christine Albanel avait prévenu : *« le Gouvernement ne souhaite pas s'engager dans un processus de révision constitutionnelle pour ratifier la Charte européenne des langues régionales et minoritaires... La ratification de la Charte implique la reconnaissance, qui n'est pas seulement symbolique, d'un droit imprescriptible de parler une langue régionale, notamment dans la sphère publique. Ce droit, qui figure explicitement dans son préambule, est, comme l'a souligné le Conseil, contraire à des principes constitutionnels aussi fondamentaux que l'indivisibilité de la République, l'égalité devant la loi et l'unité du peuple français »*.

Promouvoir la diversité

Néanmoins, dans un contexte de globalisation et d'uniformisation possible, la France comme tout pays démocratique reconnaît désormais la nécessité de promouvoir la diversité culturelle. En 2006, elle a voté une loi en vue d'adopter la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Il s'agit d'un instrument juridique issu de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, du 2 novembre 2001. Parmi ses principes entre autres, *« la reconnaissance de l'égale dignité et du respect de toutes les cultures, y compris celles des personnes appartenant aux minorités et à celles des peuples autochtones »* (art 2.3).

Prise en étau entre un contexte international qui promeut la diversité et une idéologie républicaine qui promeut l'uniformité, l'évolution possible tient pour l'heure du symbole. Le débat au sein de l'Hémicycle a démontré un large consensus des députés des différents groupes parlementaires. Oui à un attachement, à un geste à l'égard des langues autochtones, mais le français demeure prédominant. La hiérarchie entre les langues est encore bien présente entre un français supérieur et les autres langues inférieures. Rien n'indique que l'état d'esprit du législateur ait évolué entre le 7 et le 22 mai.

Une reconnaissance a minima

Les acteurs de terrain ne sont pas dupes. Sébastien Castet, d'Euskal Konfederazioa apprécie *“ une avancée dans la reconnaissance de l'euskara, mais nous aurions préféré une modification de l'article 2 de la Constitution qui prétend que le français est la langue de la République ”*. Il n'y aurait pas d'article constitutionnel unique relatif à la question linguistique. Le rapport entre le français et les autres langues serait très flou sans mise en relation directe. Une reconnaissance de ces langues dans l'article 2 aurait atténué le caractère exclusif du français. Au regard de la réforme proposée, la jurisprudence du Conseil Constitutionnel à l'égard de l'enseignement immersif des langues “de France” ou de la ratification de la charte européenne changera-t-elle ? Rien ne le garantit. Il est même probable que le refus de modification de l'article 2 de la Constitution soit directement motivé par le souci de limiter la reconnaissance des langues régionales à une dimension symbolique.

“ Nous regrettons également que les langues régionales soient uniquement associées au patrimoine. Nous ne défendons pas un élément du passé classé dans un musée. L'euskara est une matière vivante contemporaine ”. En filigrane, l'opposition traditionnelle est confirmée entre le francais, langue du projet républicain tourné vers le futur et les langues régionales, associées au passé. Rien ne montre que le fond idéologique ait varié. Sommes-nous dans un passé actif nécessaire pour construire l'avenir ou sommes-nous dans un passé passif, à observer, à étudier comme le sont le latin ou le grec ancien ?

Le combat continue en faveur de l'officialisation

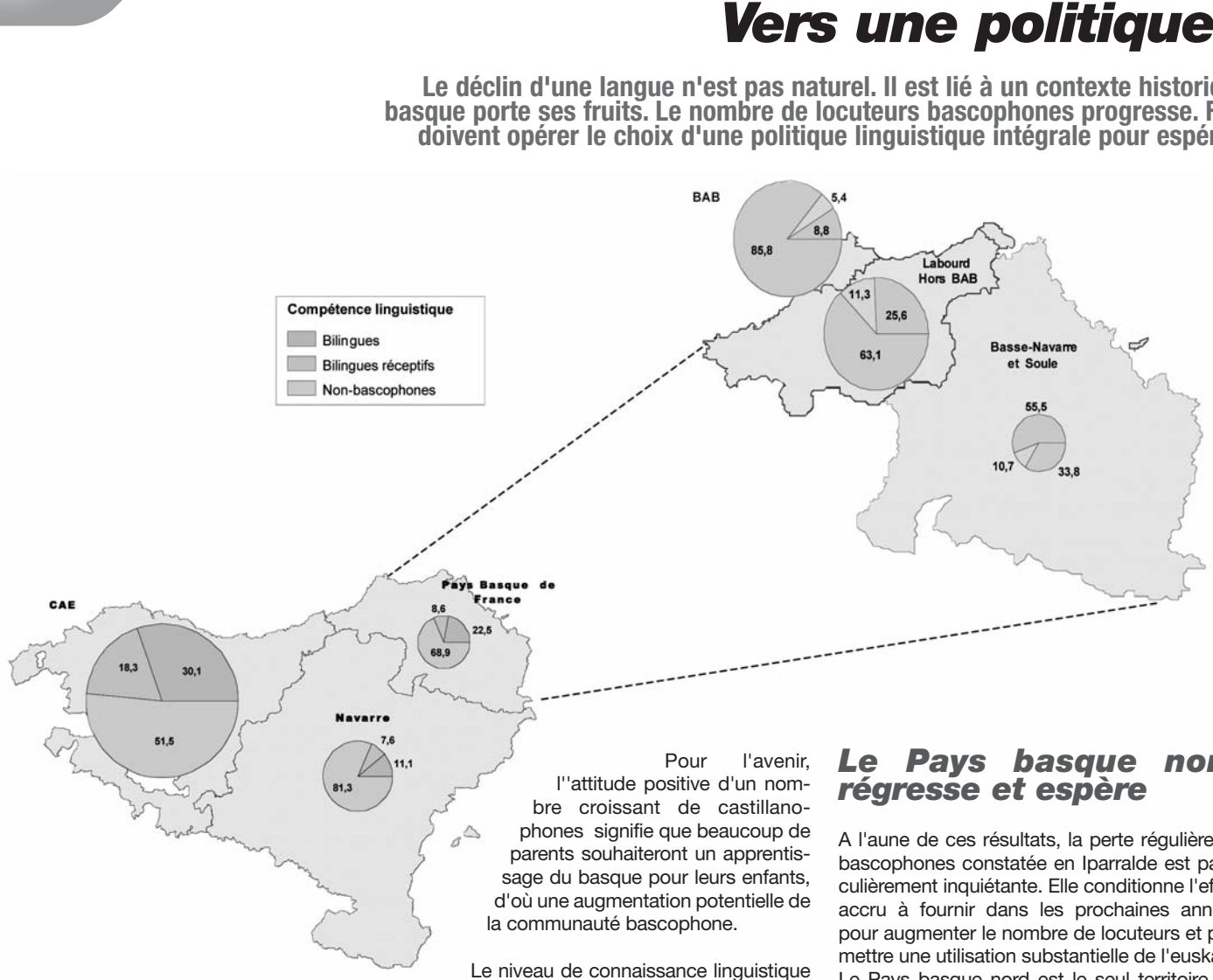
L'expression “ langues régionales ” est également très ambigue. Cet amendement est placé à la suite de la référence à l'organisation décentralisée du système administratif français. Or, les régions ou territoires linguistiques diffèrent souvent des régions administratives. La Loire Atlantique en partie bretonne est dans la région Pays de La Loire. L'aire linguistique occitane est divisée en 9 régions administratives. Le Pays basque n'existe pas. La Corse, l'Alsace et le département des Pyrénées Orientales sont les seules entités administratives construites sur une réalité culturelle et linguistique spécifique. Comment évoquer des régions qui ailleurs dans la Constitution sont inconnues ? Une réalité régionale est mise en avant sans être définie.

Sur le terrain, de timides avancées

Pour Euskal Konfederazioa et sans doute pour la majorité des défenseurs des langues minorisées, *“ la politique publique ne sera satisfaisante qu'avec l'officialisation des langues minoritaires. Elle conférera le droit de s'exprimer dans le domaine public en utilisant la langue choisie. L'officialisation devra être accompagnée d'une réelle politique linguistique. Actuellement, en Pays basque nord, nous disposons d'un outil linguistique, l'Office Public de la langue basque sans protection juridique ”*. La législation devrait évoluer avec également l'adoption en 2009 d'une loi-cadre sur les langues régionales. Mais aura-t-elle un cadre légal suffisamment contraignant pour dépasser la reconnaissance symbolique et répondre à une demande d'efficacité sur le terrain ?

Vers une politique lin

**Le déclin d'une langue n'est pas naturel. Il est lié à un contexte historique et p
basque porte ses fruits. Le nombre de locuteurs bascophones progresse. Face au
doivent opérer le choix d'une politique linguistique intégrale pour espérer ou s**



L'euskara est en meilleure santé en Pays basque sud

En 2006, 557 600 personnes, soit 30,1 % des citoyens de la Communauté autonome basque étaient bilingues, 18,3 % comprennent l'euskara sans le parler. La route est encore longue vers la récupération linguistique, mais la progression est constante. En 15 ans, ce territoire a gagné 138 400 bascophones.
En Navarre, 56 400 personnes, soit 11,1 des Navarrais sont bilingues, 7,6% sont bilingues passifs. La Navarre a gagné 17 400 bascophones en 15 ans.
Phénomène encourageant. Les jeunes sont les plus bascophones. En Communauté autonome, près de 60% des 16-24 ans face au 20% des 50-64 ans ou au 25% des 35-49 ans. En Navarre également, près de 20% des 16-24 ans sont bascophones face au 10% des 50-64 ans.

L'attitude à l'égard de l'incitation à utiliser l'euskara est également encourageante. Elle progresse en Communauté autonome et en Navarre. 64,7% dans le premier territoire et 37,7% dans le second y sont favorables.

Pour l'avenir, l''attitude positive d'un nombre croissant de castillanophones signifie que beaucoup de parents souhaiteront un apprentissage du basque pour leurs enfants, d'où une augmentation potentielle de la communauté bascophone.

Le niveau de connaissance linguistique progresse mais celui de l'utilisation stagne. En Communauté autonome basque, les plus de 65 ans pratiquent davantage l'euskara que les plus jeunes de 16-24 ans alors que la proportion des bascophones y est moindre. Seuls 18,6% des habitants de la CAV et 5,6% des Navarrais utlisent régulièrement l'euskara au quotidien.
La compétence linguistique et les opportunités de pratiquer la langue minoritaire sont des facteurs déterminants. En Communauté autonome, 40% des bascophones parlent plus aisément en castillan. En Navarre, ils représentent 45% des bascophones. De nombreux jeunes n'ont pas l'occasion de pratiquer l'euskara à la maison faute de parents bascophones. Conjuguer transmission familiale et enseignement en euskara est le meilleur garant d'une bonne compétence linguistique. Ce schéma est loin d'être atteint en Pays basque sud. Lorsqu'une langue comme l'euskara est aussi minoritaire dans la société, les occasions de la pratiquer sont réduites. Les freins à l'utilisation d'une langue minoritaire sont redoutables.

Le Pays basque nord régresse et espère

A l'aune de ces résultats, la perte régulière de bascophones constatée en Iparralde est particulièrement inquiétante. Elle conditionne l'effort accru à fournir dans les prochaines années pour augmenter le nombre de locuteurs et permettre une utilisation substantielle de l'euskara. Le Pays basque nord est le seul territoire qui connaisse une baisse du nombre de bascophones. Ils étaient 69 100 en 1991. Ils ne sont plus que 51 700 en 2006, soit une baisse de 17 400 locuteurs. Motif d'espoir : l'effort incessant d'une génération de parents d'élèves en faveur de l'enseignement en basque commence à porter ses fruits. 16% des 16-24 ans sont bascophones. Ils sont plus nombreux en proportion que les 25-34 ans et pour la première fois depuis le début de ces enquêtes, la baisse du nombre de locuteurs en fonction de la jeunesse est enrayée.

L'euskara est apprécié par une frange importante de la population. 41,2% des personnes interrogées se déclarent favorables à la promotion de son utilisation. Une proportion égale de 41,1% d'habitants du Pays basque ne sont ni pour ni contre cette action déterminée.

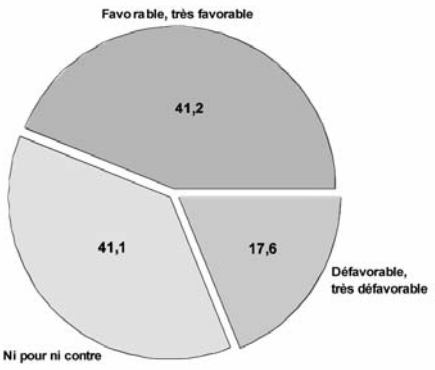
Doit-on être optimiste pour le Pays basque nord ?

L'enseignement en basque se développe, des techniciens sont recrutés dans les Communautés de communes pour la promouvoir. La population semble majoritairement

nguistique intégrale ?

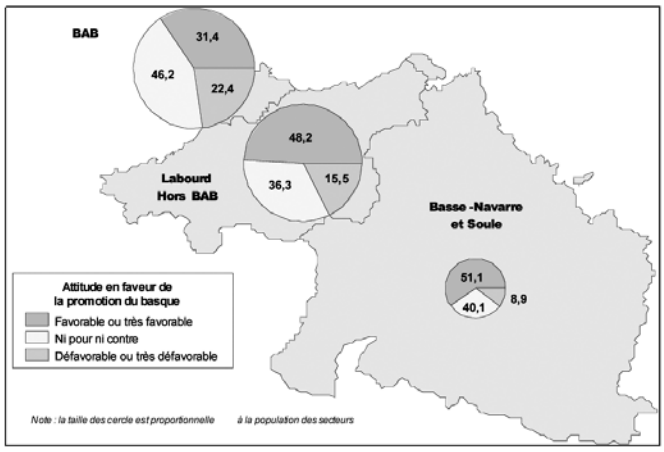
politique défavorable ou non. La politique linguistique active du Gouvernement déclin permanent de l'euskara, en Pays basque nord, les responsables politiques e satisfaire d'une politique plus dynamique et se contenter de signes d'espoir.

Attitudes en faveur de la promotion du basque. Pays Basque de France , 2006 (%)



Source : *4° Enquête sociolinguistique. Vice -ministère de la po litique linguistique. Gouvernement basque, 2006*

Attitude concernant la promotion du basque en fonction du secteur. 2006 (%)



Source : *4° Enquête sociolinguistique. Vice -ministère de la politique l inguistique. Gouvernement basque, 2006*

favorable à l'euskara. N'y a t-il pas une dramatisation de la situation par bon nombre d'acteurs bascophiles ?

L'expérience du Pays basque sud nous incite à redoubler d'efforts. Suite à 25 ans de politique linguistique intensive, la récupération est désormais tangible dans la connaissance, mais elle est très lente dans l'utilisation. La récupération est d'autant plus difficile que la communauté bascophone de départ était réduite. A l'heure où cette communauté régresse en Iparralde, nous préparons un avenir où la politique linguistique devra gagner en intensité.

Seule, une politique linguistique intégrale a permis l'amélioration de la situation. Reconnaissance officielle, instruments pour l'action, politique dirigée vers tous les secteurs de la société, moyens financiers conséquents. Les institutions basques ont agi avec une société civile mobilisée pour parvenir à des résultats prometteurs. Malgré cette action délibérée, l'euskara est encore considéré comme en danger dans ce territoire. De nouveaux phénomènes sociaux comme la hausse de l'immigration, le développement des nouvelles technologies et d'Internet exigent un nouveau traitement de la situation.

En Pays basque nord, la politique linguistique demeure partielle. Interrogée sur l'importance d'une reconnaissance officielle, Miren Azkarate, porte-parole du Gouvernement basque et ministre de la Culture a répondu : *“ dans le monde, je ne connais pas d'exemple de reconquête linguistique, sans protection légale ”*. Iparralde est dans cette situation. L'actualité démontre que les réticences françaises sont encore très fortes. Résultat : les pouvoirs publics ne sont pas incités ou contraints de mener une politique volontariste, notamment par une présence de l'euskara dans les administrations publiques ou la Justice. Cela restreint d'autant les lieux d'usage de la langue “ régionale ”.

Des instruments de politique linguistique existent avec une carence majeure : l'absence de médias publics en euskara pour les habitants du Pays basque nord.

Répondre aux nouveaux défis

Les moyens alloués à la politique linguistique en Pays basque nord correspondent environ à 6€ par personne et par an alors qu'ils atteignent pratiquement 50€ en Communauté autonome. Dans ce calcul, nous ne tenons pas compte du budget réservé à la télévision et aux radios publiques basques. La différence considérable à combler montre la timidité actuelle de l'intervention publique. Les responsables politiques se satisfont des progrès enregistrés en se basant sur une époque de très faible action publique où la bouteille était pratiquement vide. Elle est encore à remplir.

Nous préparons 20% de jeunes bascophones soit demain, au mieux, 80% des parents en incapacité de transmettre l'euskara à leurs enfants. L'un des deux piliers de la compétence linguistique avec l'enseignement fera défaut. La traversée du désert est encore longue. Signe inquiétant. La nouvelle génération est la moins attachée à promouvoir la pratique de l'euskara. Son absence et celle de la culture basque dans leur univers Internet marque-t-elle une régression dans l'image de modernité véhiculée et dans son intérêt quotidien ? Une césure ne s'opère-t-elle pas entre une jeunesse socialement basquisée et une autre déconnectée de la vie locale ? La mondialisation culturelle est-elle un facteur d'uniformisation ou de réenracinement ? Les défis posés par la modernité sont au coeur de l'ambition des politiques publiques menées en Pays basque sud. Le Pays basque nord déjà en déficit sur les réponses classiques à apporter en matière d'enseignement ou de promotion de l'euskara dans la vie sociale, sera-t-il en mesure de répondre aux bouleversements sociaux à l'oeuvre actuellement ?

L'Office public de la langue basque s'inspire des méthodes du gouvernement autonome d'Euskadi

L'heure est plus que jamais à la mobilisation. Le rôle aiguillon des partis abertzale est plus que jamais nécessaire en cette période de consensus mou où tous les discours sont en accord sur un minimum sans ambitionner le maximum.

Communauté autonome basque

Au Pays Basque Sud : les 3 options politiques possibles

Le chemin parcouru

Dans son long cheminement vers la paix, le Lehendakari Ibarretxe avance lentement vers la consultation du peuple seul responsable selon lui de son propre destin. Il le fait tel que le coureur cycliste qu'il est en montant les cols à son rythme, insensible aux détracteurs nombreux et de tous poils, à la souffrance qui peut être la sienne, les yeux rivés au sommet qu'il lui faut atteindre.

Après une très longue attente (plusieurs mois), le chef de l'Etat Rodriguez Zapatero a accepté de le recevoir en sa demeure Madrilène le 20 mai. La rencontre n'a rien apporté de vraiment neuf. Madrid refuse la moindre entame de discussion tout en laissant croire qu'il n'y aurait pas un problème politique en Pays basque menaçant même le Lehendakari de sanctions au cas où il en appellerait à ses concitoyens. Bien entendu les socialistes du Pays Basque emboitent le pas alors que les conservateurs, amis d'Aznar et de Rajoy, applaudissent bruyamment.

Dans le camp abertzale, EHAK n'a pas osé empêcher le vote pour une consultation même si les questions, notamment sur ETA, ne lui conviennent pas. EHAK a assuré le minimum abertzale. La question est de savoir ce que fera ou pourra faire Madrid pour ôter la parole au peuple basque.

A la croisée des chemins

Autrement dit, Hegoalde se retrouve aujourd'hui comme hier au « carrefour de 3 voies politiques » : Celle de ETA, tournée vers l'obtention de l'indépendance par les armes et l'imposition politique socialo-marxiste « Independentzia eta Sozialismoa » !

Celle du centralisme, qu'il soit de droite avec Aznar ou qu'il soit de gauche avec Zapatero, basé sur la Constitution Espagnole immuable, disent-ils, et sur un statut de Gernika inachevé, considéré à tort comme définitif.

Enfin la voie d'EAJ-PNB et du tripartite pour qui le chemin de la paix passe par le dialogue, l'absence d'ETA et une ère nouvelle, démocratique dans les relations Pays Basque – Espagne.

Ce qui est certain, c'est qu'Ibarretxe l'a promis et n'abandonnera pas son bâton de pèlerin.

Sa dernière étape fut pour le Parlement Basque, siège des élus du Pays Basque, à la fin juin. Et si tout se passe bien, il consultera tous les habitants de la Communauté au mois d'octobre prochain. Ce sera un samedi, le 25 octobre.

François Bayrou à Bilbao aux côtés d'Iñigo Urkullu.

Le conseil politique du Parti Démocratique Européen (PDE) s'est réuni le 6 juin à Bilbao. La réunion a porté sur le rôle que doivent jouer les partis humanistes et chrétiens face aux transformations de la société européenne et les défis provoqués par l'intégration des pays de l'Union Européenne (UE).

EAJ-PNB est un membre fondateur de ce parti européen ainsi la Margherita (Italie), le MODEM (français), le Mouvement citoyen pour le Changement (Belgique) et le parti laboriste de Lituanie.

Actuellement, Josu Ortuondo d'EAJ-PNB, ancien maire de Bilbao siège à Bruxelles au sein de PDE.

Celui-ci a été créé en 2004 afin de préserver les différentes identités nationales du continent et les régions à compétences législatives.

Message SOS d'EAJ-PNB

« Aujourd'hui la première transition 1978-2008 est arrivée à son terme. Il faut en ouvrir une deuxième, d'un commun accord avec l'Etat, qui soit ouverte sur l'avenir et vers le monde ».

… Qu'on se le dise !

Thierry arrêté à Bordeaux

Il aurait participé au nom de l'organisation ETA aux dernières conversations tenues secrètes concernant la fin du conflit armé. Il a été cueilli par les forces de police franco-espagnoles dans un appartement proche de la gare St Jean de Bordeaux avec 3 de ses compagnons.

Déclaration du ministre de l'Intérieur Basque

« La presse a évoqué la chute du dirigeant n° 1 de ETA. Cela n'est pas exact car ce mouvement prend ses décisions politiques et militaires en assemblée. Il s'agit donc de collégialité ».

Quand au potentiel actuel du mouvement terroriste, le ministre Balza a déclaré « les arrestations de Bordeaux sont un coup dur porté à l'intelligentsia de l'organisation révolutionnaire, laquelle s'appuie sur un réseau de membres dits « légaux », non listés qui commettent les attentats. Militairement, ils sont plus faibles qu'il y a dix ans certes. Mais les forces de police seraient encore plus efficaces si elles étaient elles-mêmes plus liées ».

Déclaration du ministre de l'Intérieur espagnol

Alfredo Rubalcaba pour sa part a fait une déclaration à peu de chose similaire : « 40 ans après la mort du 1er garde civil José Angel Pardines, abattu par Txabi Etchebarrieta, lors d'un contrôle routier, la bande terroriste est plus faible que jamais » et d'ajouter « L'État espagnol lui sera de plus en plus fort ! ».

Navarre

San Ferminak

La San Fermin pointe sa corne à l'horizon. C'est plus qu'un frémissement que l'on ressent dans la capitale Navarraise à un mois du célèbre chupinazo qui annoncera l'ouverture des fêtes du Saint patron de la cité. 30 jours plus tôt les barrières protectrices, en bois ont été disposées et en priorité celles de « l'encierro nocturne » qui consiste à rapprocher tous les toros d'une ganaderia de l'entrée de la rue Santo Domingo. De là, on les verra débouler à 8 heures très précises dans les rues de la ville et jusque dans les arènes au milieu de cabestros (des boeufs dressés).

Le programme de ces fêtes diffusées à travers le monde est quasi immuable tandis que les moeurs ont bien changé... et les boissons aussi. L'autodiscipline parmi les participants de tout âge semble se transmettre de façon satisfaisante et c'est tant mieux. Tout au long des 8 jours que dure la fête pas moins de 400 événements festifs sont prévus. On n'aura pas le temps de s'ennuyer. Aupa San Fermin !

Nafarroa Bai veut clarifier la situation

Na Bai ou Nafarroa Bai, coalition des partis Navarrais excepté Batasuna veut mettre les choses au point dans les municipalités face aux élus de la gauche radicale Batasuna et ANV illégalisés à l'occasion de l'élection de 2007.

Non aux intimidations

Les maires élus de Na Bai de Irurtzun, Bakaiku, Urdiain, Alsasua, Ziurdia, Etxarri-Aranatz et Olazagutia se sont réunis au siège de leur communauté à Lakuntza. Ils ont voulu apporter tout leur soutien à leurs collègues de la région violemment pris à parti et diffamés par des abertzale d'ANV.

Oui au respect et à la participation

Nafarroa Bai demande la reconnaissance de leur légitimité suite à l'élection municipale. Ils renouvellent leur invitation à une collaboration citoyenne même si certains ont été écartés du fait de la loi et aussi de la pluralité. Ils continueront à leur apporter toutes les informations nécessaires afin d'avancer pour le bien de la communauté. Ils considèrent comme normale la présence d'une opposition à condition qu'elle ait pour base « le respect des personnes ».

PSN : Amanda Aceno obtient 30 % face au candidat officiel, Roberto Jiménez.

Le IXe Congrès du PSN qui s'est déroulé le dernier week-end de juin à Burlata en Navarre, a élu son nouveau secrétaire général.

Avec le soutien de 70% de l'assemblée, Roberto Jiménez, originaire de Pitillas, succède à 34 ans à Carlos Chivite décédé des suites d'une hémorragie cérébrale le 31 mars dernier.

Avec 158 voix obtenues, contre 64 pour la candidate du secteur critique Amanda Acedo, il devient le nouveau leader du parti.

Jean Pierre Ithurbide : « Euskadi devient le territoire de l'innovation »

La Communauté autonome basque est citée en exemple pour sa réussite économique. Jean Pierre Ithurbide, membre de l'Agence de développement de ce territoire nous explique la nouvelle orientation prise par les institutions basques pour faire de la globalisation une opportunité et non un danger.

Pourquoi une nouvelle transformation économique alors qu'à l'issue de la reconversion industrielle, l'économie basque est performante ?

Voilà plus de 3 ans, à l'occasion de réflexions stratégiques, nous sommes parvenus à la conclusion suivante. Nous devons anticiper et prendre la mesure des nouvelles données de la mondialisation. Nous devons prendre en compte la concurrence mondiale accrue dans une économie locale très internationnalisée où 50% des emplois dépendent de l'industrie ou des services liés à l'industrie. Comme ailleurs en Europe, les salaires sont élevés et les concurrents émergents issus du Tiers-monde ont un moindre coût de main d'oeuvre. Nous avons élaboré un plan jusqu'en 2015 pour répondre à cette globalisation croissante.

Plan de compétitivité Euskadi 2015

S'agit-il d'une démarche établie en concertation entre les institutions basques et les acteurs privés ?

Oui, cela a été notre priorité. Inutile d'imposer et d'être inefficace. Nous avons choisi une méthode participative extrêmement minutieuse. Durant plus d'une année, nous avons rencontré plus de 1000 entrepreneurs, à l'occasion de petits déjeuners de travail. Les entretiens orientés mais ouverts ont fait l'objet d'une analyse systématique. Cela a permis l'élaboration d'un pré-plan d'action qui a été confronté à l'avis de tous les acteurs de terrain, partis politiques, syndicats d'ouvriers, syndicats de patrons, université, centre de recherche et tout type d'entreprises. Une deuxième série d'entretiens a eu lieu. Un plan d'action global a été fixé jusqu'en 2015. Il est nommé plan de compétitivité 2015.

N'est-ce pas une démarche très théorique et technocratique ?

Non, c'est exactement l'inverse, parce que nous sommes parvenus à proposer un projet qui repose sur des valeurs partagées communes que tout le monde approuve. Certes, nous partons d'un abstrait. Mais il correspond à la part de rêve partagée indispensable pour bouger. La stratégie et le plan d'action qui en découlent aboutissent finalement à des objectifs très précis avec plus de 200 indicateurs quantitatifs et qualitatifs à atteindre.

Quelles sont ses valeurs fondamentales ?

Nous souhaitons promouvoir des personnes responsables dans leur activité, créative, plus productive, grâce à un environnement favorable, un pays fier de ses racines, de sa langue, de ses traditions, tolérant et respectueux de la diversité, un territoire internationnalisé, socialement en cohésion, solidaire sur le plan international et respectueux de l'environnement.

Pouvez-vous nous énumérer certains objectifs clés ?

Un outil fondamental pour nous est la stratégie de Lisbonne qui prévoit une Europe leader mondiale dans la connaissance et l'innovation. Cela favorisera la croissance, la création d'emplois pour les jeunes et les personnes agées, s'orientera vers la formation. Nous souhaitons devenir un territoire leader européen dans la recherche et l'innovation. Notre objectif est d'atteindre en 2015, 3% du PIB consacré à la recherche, le taux atteint aujourd'hui par les pays scandinaves, leaders en la matière. Le made in Euskadi doit devenir synonyme d'un pays qui possède une grande capacité d'innovation, dans la conception de nouveaux produits bien sûr, mais plus généralement, dans l'organisation des entreprises, dans la commercialisation, dans la gestion sociale du personnel, dans le respect de l'environnement. Je cite souvent en exemple, une charcuterie qui grâce à Internet et aux nouvelles technologies de l'information a réussi à mettre au point un procédé de vente en ligne très performant grâce à une série de détails innovants qui expliquent sa réussite. Pour parvenir à une Euskadi de la connaissance et de l'innovation, nous devons modifier profondément notre mode de gouvernance pour une concertation du monde de l'Education, de la recherche et les entreprises privées. C'est une condition indispensable pour construire une société de l'information et de la connaissance.

Comment cela se traduit-il ?

Désormais, toutes les entreprises qui le souhaitent auront à leur côté des cabinets de conseil pour progresser et innover dans tous les domaines de l'entreprise. Ils seront orientés pour devenir des éco-entreprises, pour un meilleur bien être... Le Gouvernement basque met en place de façon systématique avec ses consultants privés, un environnement favorable à l'évolution de l'entreprise.
Une nouvelle structuration se met également en place progressivement. Les cluster deviennent évidemment auprès de leurs entreprises partenaires un soutien à cette transformation. Des centres de recherche coopératives ont été crées dans des secteurs comme le tourisme, les biotechnologies ou l'automobile. Ils associent systématiquement les entreprises privées, le monde de l'éducation et de la recherche. Leurs projets sont issus en permanence de la nécessité de répondre à un besoin concret. La connaissance acquise est ensuite transférée. L'Institut de l'innovation, Innobask et l'Institut basque de la Compétitivité vont dans le même sens.

La participation de compétences diverses

Le Pays basque nord peut-il être une extension du changement en cours ou sera-t-il étranger à cette démarche ?

J'aimerai évidemment que le Pays basque nord profite de la transformation profonde opérée en Communauté autonome, mais ici, nous n'avons pas d'interlocuteur sur l'ensemble du pays. Une démarche de territoire comme Pays basque 2020 n'a pas non plus positionné l'innovation comme un thème concernant tous ses projets dans une vision globale comme en Communauté autonome. Les priorités ne sont pas encore les mêmes.

Développer le “ vivre ensemble ” avec le Pays basque sud

Daniel Camblong a été pendant 24 ans élu et adjoint au Maire d'Hasparren, c'est lui qui avait impulsé le jumelage avec Azpeitia en 1987. Nous l'avons interrogé sur son vécu et sa vision à venir dans les relations avec le Pays basque sud.

Qu'en est-il des relations Hasparren-Azpeitia ?

Le jumelage des deux communes a été officialisé en avril 1987 et jusqu'en 1995 les relations ont été nombreuses et diverses. La plupart des associations culturelles et sportives avaient des échanges avec leurs homologues d'Azpeitia. Après 1995, les nouveaux élus Hazpandar n'ont pas donné suite à cet engagement de jumelage, seules les relations amicales nouées entre personnes ou groupes ont bien sûr perduré.
Aujourd'hui, la volonté des nouveaux élus d'Hasparren est différente ; le désir de renouer des liens est effectif et nous allons relancer tout cela. Car à mon sens, il est indispensable de développer le « vivre ensemble » avec le Pays Basque sud.

Azpeitia jumelé à Hazparne

Pourquoi développer ce « vivre ensemble » vous paraît-il si important ?

• Tout d'abord parce que nous sommes un même peuple, par notre histoire, notre langue, notre culture, et nous avons certainement un même destin dans le futur au sein d'une Euro-région.
Si nous avons des points communs, nous avons aussi de grosses différences, du fait essentiellement des influences françaises et espagnoles. Nous avons des modes de vie assez différents, et pour bien vivre à côté ou ensemble, il faut se découvrir et se connaître dans la vie de tous les jours. Les échanges au sein d'un jumelage sont une bonne initiation pour cette découverte.
Le « vivre ensemble » ne peut être que l'aboutissement d'un long cheminement qu'il faut travailler beaucoup et longtemps (arriver à mettre en œuvre dans la réalité de tous les jours et dans la durée).
• Deuxièmement, la réalité de la Communauté Autonome d'Euskadi et de la Navarre donnent une existence officielle à la basquitude : il y a un Gouvernement basque, une télévision basque, une Académie basque, etc, etc… La relation avec nos frères du sud pallie quelque peu le manque de reconnaissance que nous vivons en Iparralde.
• Enfin, dans tous nos combats pour préserver et développer notre identité basque, la puissance publique du sud à toujours été à nos côtés. Depuis 30 ans, la plupart des actions en faveur de la langue et la culture basque ont bénéficié de l'aide financière de la CAV. A titre d'exemple les toutes neuves ikastola de Hazparne et Garazi ont pu « sortir de terre » grâce à une aide à hauteur de 80% de leur coût, la moitié du budget de Laborantxa Ganbara sur deux ans a été assurée par les autorités basques du sud.
La complémentarité sud-nord nous est indispensable, elle est souvent vitale pour faire naître des projets ou maintenir des actions ou structures défendant notre identité. Il faut une connaissance et une confiance mutuelle pour faciliter cette complémentarité.

Pour vous, les échanges actuels sont-ils insuffisants ?

Oui, la frontière a du mal à disparaître, elle est essentiellement dans nos têtes. J'espère que la jeunesse actuelle avec notamment une meilleure connaissance de l'euskara, de l'espagnol au nord et du français au sud va mettre le « turbo » dans les échanges et donc dans la connaissance mutuelle. Cette jeunesse peut trouver aussi bien, ou mieux qu'ailleurs (Bordeaux, Londres, Paris…) bien sûr un accomplissement en matière de défense de l'identité basque, mais également en matière de formation ou sur le plan économique. L'Observatoire Gandegia , dans une étude socio-économique nous apprend que le P.I.B. d'Euskal Herria est supérieur à la moyenne européenne et que celle des 4 provinces basques du sud est supérieure à celle des plus riches régions françaises.
Si les tentatives de coopérations économiques tentées il y a quelques années n'ont pas été très concluantes, c'est qu'il y a eu des incompréhensions mutuelles, une méconnaissance réciproque. (Aujourd'hui, les mentalités ont évolué et à l'heure de la mondialisation, les échanges internationaux sont banalisés.) Et dans cette mondialisation économique, Euskadi résiste bien et mieux que bien. C'est pourquoi nous devons multiplier nos contacts sud-nord et développer le « vivre ensemble » avec échanges du savoir, des compétences et de la richesse.

Et dans le domaine politique, qu'en est-il du « vivre ensemble » ?

Dans ce domaine, chacun avance à sa propre vitesse. La communauté autonome d'Euskadi et la Navarre bénéficient déjà depuis plus de 25 ans d'une autonomie considérable : elles s'auto-gèrent dans la plupart des domaines. C'est d'ailleurs la principale raison, à mon sens, de leur vitalité et de leur prospérité aujourd'hui. Là aussi, il est indispensable que les gens d'Iparralde connaissent mieux les institutions du sud. Ainsi, on réalise qu'un pouvoir local fait beaucoup mieux que le pouvoir central lointain. A chaque rencontre de jumelage, j'essaie d'apporter quelques informations pour contribuer à la connaissance du Pays Basque sud. Mais ne culpabilisons pas : nos amis du sud ne connaissent pas mieux Iparralde si ce n'est par quelques balades ici et là. Donc, il reste beaucoup de travail devant nous pour pouvoir développer ce « vivre ensemble ».

Vous êtes le président du tout nouveau biltzar de EAJ-PNB d'Hazparneko Lurraldea, est-ce un plus pour un parti politique d'avoir des relations privilégiées avec Euskadi et la Navarre ?

Une vie sociale très active

A mon avis ceci est un bénéfice pour tout militant et affilié à EAJ-PNB que de faire corps avec le même parti politique de la CAV et de la Navarre. C'est un début de « vivre ensemble » en politique.
A EAJ-PNB, nous avons les mêmes statuts, règlements, la même philosophie politique dans chaque biltzar quelle que soit la province. Chaque biltzar, chaque région est autonome, libre de ses actions mais solidaire et respectueuse de celles de ses voisins. Il ne s'agit pas d'amener, comme disent certains, les problèmes du sud ici, mais de connaître et suivre la réalité politique du sud et de donner aussi l'écho du nord.
Sur le plan pratique, au sein d'EAJ-PNB, nous sommes représentés à l'EBB , organe suprême du PNB, au cœur des décisions intéressant tout Euskadi et parfois tout Euskal Herri.
Lors des congrès, de l'Alderdi Eguna ou tout autre rassemblement du PNB, on est au contact des principaux décisionnaires d'Euskadi .

Nous sommes aussi au bureau d'Udalbide, réunions des mairies des 7 provinces.
C'est d'ailleurs grâce à ces contacts proches qu'une solidarité a pu facilement se créer. Ainsi, au sein de EAJ-PNB, nous avons vu aboutir de nombreux dossiers intéressant Iparralde (…).

Il est vrai que EAJ-PNB est un parti central qui est au pouvoir depuis l'autonomie d'Euskadi en 1980. Il a tout au long de ces 25 ans de pouvoir (partagé avec les uns et les autres)
modulé, façonné la communauté autonome d'Euskadi telle que nous la connaissons à ce jour : tolérante, dynamique, solidaire, soucieuse toujours du « zazpiak bat ».
Aujourd'hui, je suis fier d'appartenir au même parti que notre lehendakari Juan Jose Ibarretxe qui fait le plus bel « hordago » que jamais aucun responsable politique basque du plus haut niveau n'a pu lancer pour défendre notre liberté de décider pour nous mêmes et pour vivre en bonne intelligence à côté des autres. J'espère que pas une voix de tout Basque qui croit en notre destin ne lui manquera au moment décisif. L'absence de soutien serait une faute impardonnable quelle que soit la sensibilité de chacun.
Cet « Hordago », qui devrait être consensuel entre abertzale, me paraît un acte indispensable dans la voie du « vivre ensemble ».

Les Immortels nous font mourir de rire

Je ne résiste pas à l'envie de l'écrire, en français bien sûr, ça s'imposait. Quoi ? Eh bien, ce que m'inspire le communiqué de la Comédie française, pardon, de l'Académie française. Ils sont impayables, mieux qu'on ne saurait les caricaturer, les cacochymes du bulbe. Ils vivent sur quelle planète, les petits hommes verts ? D'après eux, on : « porte atteinte à l'identité nationale » parce qu'on va peut-être inscrire dans la Constitution que « les langues régionales appartiennent à notre patrimoine » ! Donc, logique implacable, « Est mis en cause l'accès égal de tous à l'administration et à la justice » ! Bien sûr, demain pour déclarer un vol au commissariat de Bayonne, vous serez obligé de le faire en basque .Vous ne savez pas cette langue, ce n'est pas votre faute, la République ne vous l'a pas appris à l'école, et votre plainte ne sera pas pris en compte ; c'est une injustice. A Rennes, le procès que vous fait votre voisin parce que vous empiétez sur sa terrasse se tiendra en breton et vous ne pourrez pas vous défendre. A Strasbourg, la déclaration des revenus ne se fera plus qu'en alsacien et ainsi de suite... Et ils ont voté ça à l'unanimité, s'il vous plaît ! Ils apportent là la preuve magistrale que, finalement oui, la connerie est bien contagieuse. Pas UN pour se démarquer et garder un peu de bon sens ou de sang froid. Non, tous se ridiculisent du même pas empressé. Soit, ils portent l'uniforme, mais quand même ! Je ne vous dis pas ce qui reste du célèbre « Universalisme de la langue française » qui défend l'égalité, la liberté, et... (oui, je sais, c'est trop facile) partout dans le monde. Partout dans le monde mais pas chez elle. Tout doit voler en éclats pour ceux qui y croyaient encore. Bas les masques, le loup sort du bois. Ce communiqué qui représente donc au plus haut niveau « l'exception culturelle à la française », ou plutôt l'état d'exception à la française, assimile l'identité de la nation à une langue et elle seule. Un peuple = une langue. Le reste est anti-démocratique. C'est ce que disait déjà les Jacobins à la Convention : « Le bas-breton parle superstition, le basque fanatisme et le français (devinez quoi ?) l'universalisme, gagné ! Une question : les lois raciales du régime de Vichy, elles ont été écrites an quoi ? En occitan ? Si ce n'est pas du nationalisme étroit, ça, à la limite (mais du mauvais côté de la limite, alors) de la xénophobie (le basque et le catalan, par exemple, sont des langues officielles de communautés autonomes qui sont employées au Parlement européen). Un peu de respect pour nos partenaires européens si on n'en a pas pour ses propres concitoyens. Ils se sont fendu d'un communiqué (fait rarissime) pour ça : pour défendre une vision politique ringarde, IIIème République, et nombriliste de la nation. La défense de la langue passe après. On peut continuer à parler un français de chiottes dans tous les « prime times » à la télévision, le niveau de français (comme dans les autres matières, d'après les statistiques européennes, ou demandez aux profs) ne cesser de baisser dans les écoles de la République, on s'en fout : sus aux croquants qui veulent que leurs langues soient reconnues ! « C'est en diminuant les autres que l'on se grandit » : nouvelle devise de l'Académie française. La vieille assemblée d'amoureux de la langue voulue par Richelieu ne parle plus la langue de Molière qui luttait contre toutes les intolérances de son temps, elle parle la langue de molards (c'est dans le dictionnaire), elle crache au visage de tout ce qui n'est pas son propre reflet, sur toute différence. En Euskadi, les nationalistes espagnols accusent les basques d'être xénophobes parce qu'ils promeuvent l'euskara (alors que l'espagnol y a les mêmes droits qu'en Espagne). Imaginez si Euskaltzaindia, l'Académie de la langue basque, avait sorti de son chapeau (d'académicien) un texte pareil ! Les colonisateurs ont ça en commun de se croire persécutés par ceux qu'ils oppriment.

Na Bai et EH Bai

Jean Marie Izquierdo
Docteur en Sciences Politiques

Dès 2003-2004, la position défendue par NaBai montre un exemple que de nombreux acteurs sont près à suivre notamment EA-Iparralde, EAJ-PNB et certains membres d'AB. Pour eux, c'est une façon d'exclure définitivement la violence de l'espace politique et d'apparaître comme un acteur « normalisé », respectable et potentiellement capable de proposer des coalitions aux grands partis nationaux français. L'exemple d'EAJ-PNB semble valider cette possibilité : lors des législatives 2007, EAJ-PNB s'est associé au Modem sur deux circonscriptions, pour les municipales 2008, EAJ-PNB a intégré des listes municipales conduites par l'UMP comme par exemple à Saint-Jean-de-Luz ou à Bayonne (comme en 2001). Le refus de la violence politique et le positionnement au centre-droit centre-gauche, ouvre une possibilité de négociation pour les abertzale, en particulier pour des élections locales très personnalisées en France.

Toutefois, Batasuna parvient finalement à développer des stratégies de coalitions avec les membres les plus déterminés de la gauche abertzale. Pour EA, le clivage exclusif passe de celui de la violence à l'axe droite/gauche. Durant les négociations précédant la constitution de Euskal Herria Bai (EHB), c'est-à-dire depuis l'automne 2006, des rencontres régulières témoignent des multiples hésitations d'AB et de EA face aux positions intransigeantes face à la violence de l'aile centriste-nationaliste (EAJ-PNB) et donc de la position à tenir face à Batasuna. En outre, elle illustre le manque de maturité du sous-système politique propre à la famille politique abertzale qui a finalement dénaturé les ressorts du modèle navarrais fondé avant tout sur l'acceptation des modalités d'expression politique démocratique (le rejet de la violence).

Même si les interrogations tactiques et stratégiques reprises dans les journaux locaux et certains blogs ont un temps semblé défendre l'idée que le soutien implicite à la violence n'est plus tolérable en France, quelques mois avant les élections de 2007, Euskal herria Bai apparaît rassemblant en son sein la gauche abertzale : AB, EA-Iparralde et Batasuna. Le clivage déterminant restera ainsi le clivage idéologique droite-gauche plutôt que le clivage violent-non violent. En France, les acteurs de la gauche abertzale ont fait le pari que cette question n'était pas un axe de fracture décisif, ce qui exclut de facto EAJ-PNB qui, sur le modèle des communautés basque et navarraise ne le tolère aucunement, au nom d'un exercice démocratique et pacifié de la politique. À moyen terme, les abertzale de gauche excluent la possibilité d'établir des coalitions avec de nouveaux partenaires.

Ajoutons que la difficulté de l'importation du modèle navarrais, outre le fait d'introduire encore plus de fractionnement et de complexité dans le sous-système politique basque-français, en multipliant l'offre politique, ne correspond pas véritablement aux trajectoires socio-historiques de ses territoires : il n'y a pas de tradition de gauche en Pays basque français, essentiellement du fait de la faible industrialisation qu'ont connus ses territoires. Toutefois, dans le contexte contemporain, la marge de manœuvre ouverte aux abertzale de France semble plutôt se dessiner dans un espace de centre-gauche, que vers l'extrême gauche tel Batasuna le défend. L'importation du modèle navarrais n'est pas encore immédiatement transposable en France car deux de ses clivages achoppent face à la démographie électorale locale (axe violent-non violent, axe droite-gauche).

La coalition NaBai tend désormais à s'institutionnaliser définitivement, du fait de ses succès électoraux et des personnalités qui l'animent, ce qui l'encourage à négocier des coalitions au gouvernement navarrais (passage du « gouvernement de coalition » à « une coalition de gouvernement »). Pour EHB, dans un environnement politique et institutionnel moins décentralisé, et avec une sous-culture politique locale moins autonome, les dissensions internes aux divers partis constituant la coalition, les contradictions historiques et idéologiques des partis la composant, ainsi que le caractère propre des différentes personnalités (leadership/légitimité) qui y participent ou la dénoncent, interrogent constamment le sens de la coalition EHB, ce qui rend ses possibilités de développement improbables.

Les pêcheurs ont des réserves

Même si en temps de crise, les pêcheurs sont souvent au devant de la scène, leur profession parvient à surmonter les difficultés. Rencontre avec Serge Larzabal, le président du comité local de la pêche de Bayonne (Pays basque et sud des landes), un responsable attentif aux difficultés mais constructif et tourné vers l'avenir.

Serge Larzabal positive

Une résistance européenne

Serge Larzabal, est conscient de l'image de la profession. *« on nous voit dans les médias à l'occasion d'une crise »*. La hausse du prix du carburant pose un réel problème. *« cela représente entre 30% et 35% du chiffre d'affaire d'un bâteau même s'il est difficile d'établir une moyenne général au regard de la diversité de la flotille. »* L'action menée auprès des pouvoirs publics lui paraît indispensable pour réduire l'impact de cette crise. *« Le gouvernement français a pris des engagements intéressants mais limités face aux contraintes européennes »*. Paris s'est engagé sur plusieurs mesures, dont 2 décisions majeures. Une aide plafonnée à 30 000€ sur 3 ans, selon des critères d'appréciation très précis et des aides sociales dont un complément de revenu calculé sur l'équivalent d'un carburant à 0,40€. D'autres efforts portent sur l'aide à des équipements. Mais pour obtenir un résultat appréciable, « l'union de tous les pêcheurs européens est indispensable. La pression est plus faible dans les autres pays et jusqu'en novembre, la France était assez isolée ».

L'activité se maintient

Dans la vie quotidienne, le comité local de la pêche prépare l'avenir de la profession de façon mutualisée. *« localement, le tabeau n'est pas si sombre »*. Une recente étude socio-économique réalisée en 2005, par cet organisme montre un maintien global du nombre de navires. Au sein de ce vaste secteur, les différents types de pêches évoluent différemment. Les bâteaux artisanaux représentent l'essentiel de la pêche locale. Sur 196 navires, les 2/3 sont constitués d'unités de moins de 12 mètres et les ¾ de la flotte sont rattachés aux ports du quartier, principalement ceux de Saint Jean de Luz/ Ciboure, Capbreton et le long de l'Adour. La flotte globale de ces bâteaux artisanaux est même en légère progression. La pêche hauturière en haute mer se maintient alors que les chalutiers pellagiques sont en déclin. Les poissons les plus péchés sont le merlu (33%), les baudroies (19%), le thon germon (10%), le maquereau commun (6%) et les cardines (4%). *« Cette enquête a surpris plus d'un professionnel, parce que même si les bâteaux paraissent moins nombreux dans les ports, ils sont plus souvent en mer »*.

L'avenir se prépare

L'avenir est finalement regardé avec un relatif optimisme d'autant qu'un outil précieux prépare la relève. Il s'agit du lycée maritime de Ciboure qui connaît un succès certain. Les pêcheurs aident les professeurs dans la formation au quotidien. Un petit bémol de taille néanmoins, *« le lycée prépare des marins mais pas forcément des marins pêcheurs. La profession connaît un déficit de main d'oeuvre dans certains secteurs d'activités, donc à la sortie du lycée tout élève qui le souhaite trouve un embarquement à la pêche »*.

Un autre défi majeur, celui de l'environnement doit être relevé. Sans une bonne qualité d'eau, la profession serait menacée par la raréfaction du parc de poissons. *« nous sommes les premiers concernés par la qualité de l'eau. Nous avons tout intérêt à préserver l'environnement. Notre activité est saine. Nous ne sommes pas opposés a priori à Natura 2000, mais nous demandons à y être associés. Parmi les usagers de la mer, nous demandons à être prioritaires, car nous tirons nos revenus de notre activité. Nous sommes opposés à l'interdiction de pêcher mais ouverts au travail en commun avec d'autres acteurs »*.

Le catastrophisme lié à l'actualité est trop souvent associé à une profession et à un secteur qui malgré les difficultés parvient à construire son avenir. *« le débat sur les différents types de pêche est aujourd'hui dépassé. Le principal atout de la profession réside précisément dans sa diversité »*.

L'unité dans la diversité est également une devise adaptée au monde de la pêche.

Le comité local regroupe les professionnels de la pêche

Le comité local de la pêche est une organisation interprofessionelle qui regroupe les différents acteurs de la filière, pêcheurs, mareyeurs, coopératives. Les problèmes de la profession sont débattus dans le but d'unifier, d'apaiser les tensions. *« Jusqu'à présent, l'ensemble des décisions du comité local font l'objet d'un large consensus »*. Néanmoins, toutes les organisations ne sont pas représentées. Par exemple, le comité local n'intervient pas dans la gestion de la criée.

« En Pays basque sud, les cofradias ont plus de pouvoir, car la profession est moins segmentée que chez nous ». Ces structures d'organisation collective de la pêche française demeurent légères au regard du secteur agricole. *« songez que dans son ensemble, la pêche en France a un poids équivalent au marché de la tomate »*.

Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Les répercussions de la Guerre Civile

Eresoinka

Eresoinka

Une des manifestations les plus brillantes, représentative de l'exil du peuple basque fut sans conteste Eresoinka dont la création fut décidée trois jours avant l'évacuation de Santander par la volonté du Président Aguirre lui-même :
« Etant à Santander, trois jours avant sa chute, j'oubliai l'espace d'un moment les difficultés que nous étions en train de vivre ; j'appelai près de moi un célèbre musicien basque et lui dis : « Il est possible que nous ne puissions sortir d'ici. Mais ce n'est pas pour cela que la lutte doit se terminer ; au contraire, je veux qu'elle se porte aussi sur le plan artistique. Je vous charge de partir immédiatement pour la France et de former parmi nos réfugiés, le chœur le meilleur possible ; qu'il porte de par le monde avec nos mélodies, le souvenir d'un peuple qui meurt pour la liberté parce qu'on ne sait pas encore à l'étranger qu'on lutte pour elle. Si nous tombons, qu'il nous dédie un souvenir et qu'il continue de chanter. »

Aussitôt, dans une lettre datée de Santander du 22 août 1937, le Président Aguirre écrivit à Rafael de Picavea et à Felipe de Urcola afin qu'ils se mettent à la disposition de Gabriel de Olaizola et lui donnent tout leur appui ; le Président Aguirre ajoutait : « Je forme des vœux pour que notre chœur soit le meilleur jamais entendu par les publics les mieux choisis de l'Europe et de l'Amérique ».

La troupe (environ 110 artistes) s'installa pour les répétitions dans la communauté labourdine de Sare ; celles-ci durèrent du 22 septembre au 17 novembre 1937. Trois jours plus tard, Eresoinka était à Paris, prêt à partir à la conquête du public de la capitale française. Les 4 premières représentations eurent lieu à la salle Pleyel les 18, 19, 20 et 23 décembre 1937 ; les affiches étaient ainsi conçues :
« Eresoinka présente le Grand Chœur Basque et l'Académie Chorégraphique d'Euzkadi dans leurs spectacles d'art basque ».

Parmi les 63 chanteurs, figuraient un certain Luis Mariano et une contre-alto soliste du nom de Pepita Embil (mère du ténor Placido Domingo).

Après les succès parisiens, vinrent la tournée en Belgique (7 au 28 février 1938) avec des représentations au Théâtre Royal des Galeries Saint-Hubert de Bruxelles et dans la Grande Salle du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles devant 2500 spectateurs, puis aux Pays-Bas (4 au 21 mars 1938) avec des spectacles à Amsterdam, Rotterdam et La Haye. Puis se succédèrent 15 spectacles au Théâtre de Paris (6-27 avril 1938) et 13 spectacles au Aldwich Theatre de Londres (13-25 juin 1938). En septembre, ce fut Iparralde (Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-Pied-de-Port) avant le concert à l'Eglise de la Madeleine en l'honneur du cardinal Verdier, le 8 décembre 1938.

Depuis le 29 juin 1938, la troupe était confortablement installée au château de Belloy à Saint-Germain-en-Laye.

Le 26 mai 1939, ce fut l'apothéose au Palais de Chaillot, Place du Trocadéro en compagnie d'Elai-Alai.
Plusieurs représentations d'Eresoinka avaient valu des critiques élogieuses dans les plus grands journaux.
La qualité était certes au rendez-vous et plusieurs des interprétations chorales Agur Jaunak, Ama Begira Zazu, Boga Boga, Akerra ikusi degu, Bigarren kalez kale, Aldapeko, Adio ene maitea, Goiko mendian, etc… demeurèrent dans les mémoires comme des classiques et des modèles.

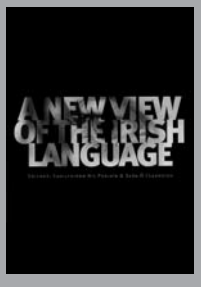
Le 20 juin 1939, plusieurs membres d'Eresoinka s'exilèrent au Venezuela et au mois d'août, devant les menaces de la guerre, ce fut la dissolution du groupe.

Du moins, Eresoinka avait pu fêter l'Aberri Eguna avec le Président Aguirre au château de Belloy le 9 avril 1939.

Le 4 décembre 1939, le Président Aguirre écrivit une lettre de remerciements à Gabriel de Olaizola ; la mission d'Eresoinka avait été remplie au-delà de toutes les espérances :
« Eresoinka a rempli sa mission qui était de réveiller dans le public, et surtout chez certaines personnalités déterminées, une émotion et une affection pour la Cause de notre peuple, émotion qui aurait pu être difficilement atteinte par d'autres moyens de propagande. L'art exquis de notre musique, la perfection surtout à laquelle est arrivé l'ensemble choral, ainsi que les danses magnifiques d'Eresoinka ont été des instruments de pénétration pacifique dans les âmes de ceux qui ne nous connaissaient pas ou dans les âmes de ceux qui nous ignoraient et étaient nos adversaires ».

Liburua

A new view of the Irish Language



L'Irlande, bien souvent modèle pour Euzkadi a-t-elle réussi à sauver sa langue ? Elle l'a empêchée de disparaître mais l'indépendance n'a pas résolu tous les problèmes, au contraire. Ce livre, reconnu comme le meilleur résumé de la situation actuelle du gaélique d'Irlande, fourmille d'informations et d'analyses précieuses pour tout euskalzale militant.
A noter, pour l'Académie Française, qu'il est rédigé en anglais...

www.coislife.ie
On peut le commander sur :
http://www.litriocht.com

Claire Noblia : agir pour les autres

Claire Noblia a été élue présidente de l'IBB, lors de l'Assemblée Régionale du 28 juin dernier. Elle retrace son parcours riche, dédiée à la vie sociale locale.

Je suis née à Anglet le 3 avril 1942. J'ai fait mes études de médecine à Bordeaux ou j'ai tissé des liens avec de nombreuses personnes originaires de la Côte basque... Elles sont aujourd'hui bien souvent responsables de la vie locale et régionale.

A la suite d'années d'exercice de la médecine aussi bien à l'hôpital de Saint Jean de Luz, qu'au service de la vie des femmes et des hommes de cette région, j'ai appris à quel point la vie est fragile et vulnérable. Cela m'a amenée à défendre tout au long de ma carrière les valeurs vitales des êtres humains, en créant des associations qui ont laissé une marque importante comme Seaska et ses ikastola, Elkar et ses publications et Bakea bai-Pour la Paix en Pays basque ou encore en travaillant à la Fondation de Sokoa, à l'Association Française des Femmes Médecins, à Femmes 3000 et à l'association des Amis des Moulins du Pays basque – Béarn.

Une expérience municipale durant 6 ans, m'a convaincue de l'intérêt pour l'action politique.

Je suis mère de plusieurs enfants, porteuse de valeurs humaines, dans le respect permanent du dialogue et des règles de la démocratie. Mon engagement n'est pas un effet de mode, d'intérêt personnel et d'évènements fortuits.

Voici le discours prononcé par Claire Noblia suite à son élection

" Alderdikide maitagarriak,

Milesker bihotz bihotzetik zure laguntzarengatik ! Ipar Buru Batzarreko lehendakari berria izendatu nauzute. Ez da segur ohore ttikia! Neretzat izaiten da kargu handia.
Berehala nahi ditut eskertu Bilbotik etorri diren lagunak Aberri Berme eta Zaingo Batzordekoak.

Zure sostenguari esker, gure Alderdiaren bidea berriz zabalik dago alderdikide bakotxarentzat eta herri huntako biztanle guzientzat.

Zure sustengua beharrezkoa izan dela dudarik ez dut eta hori baizik atxikiko dut nere gogoetan.
Zure sustengua beharko dugula oraindikan gaur badakit, gure erakunde berrien ibilarazteko. Hitzemaiten dautzuet nere ahal guziak emanen ditutala helburu horren betetzeko.

Zure sustengua beharko dugula, etorkizunari buruz aintzinatzeko, segur gira. Nere lehendakaritzaren eginbidea sakonduko dut eta berehala jarriko naiz lanean zuen zerbitzuko.

Bereziki, lan eginen dugu gure indarren azkartzeko, alderdikide berri batzuen atxemanen ditugula denak elgarrekin oldar berri baten sorarazteko gure Biltzarretan. Gure gai nagusiak gelditzen baitira gure hizkuntza, kultura, osasuna,

ekonomia, etxe-bizitzak eta Biltzarretan ditugu sakonduko.`
Gure barneko bizi lasai eta gogor bat eraikiz, gure inguruan diren biztanleak gurekin etortzeko gogoa segur senditukо dute. Beraz geroak erranen du zelako nolako etorkizuna moldatuko dugun bai Alderdiarentzat eta bai gure herriarentzat.
Berriz aipatuko dut nere betiko eginbidea: IRAUN eta ERAIKI.
Egin dutanak egiten nau eta jarraituko dut lana beldurrik gabe, EAJ-PNBrentzat. "

Claire NOBLIA, le 28 juin 2008

Un repas de la Saint-Jean animé au Batzoki de Donibane.

Batzoki de Donibane

6e ikastaldi

Cet été à Saint-Jean-de-Luz.

Renseignements au 05 59 51 21 94.

Xavier Lacoste : « je suis favorable à une communauté de communes de la Basse-Navarre »

Xavier Lacoste est le nouveau maire d'Irissarry. A 32 ans, ce jeune élu était conseiller municipal lors du mandat précédent. Il remet en cause sans détour un vieux conservatisme.

Pourquoi as-tu voulu être conseiller municipal et maire d'Irissarry ?

Je suis impliqué dans la vie locale, depuis ma jeunesse. Cela m'intéresse. J'ai été président du comité des fêtes pendant plusieurs années et m'impliquer à la mairie a été une suite normale.

Quelles étaient les particularités de la liste que vous présentiez ?

La moitié de notre liste est issue de la liste sortante. Nous sommes une liste sans étiquette avec des personnes de catégories socio-professionnellles différentes. Nous soutenons l'ensemble des personnes qui sont à l'écoute des autres et qui ne pensent pas seulement à leurs intérêts personels.
Aujourd'hui, il est essentiel de savoir être à l'écoute, de diriger sans imposer mais en accompagnant. Je suis persuadé que l'émergence d'une nouvelle génération d'élus, notamment en Garazi-Baigorri, répond en partie à cette attente nouvelle. Je pense qu'il s'agit d'un nouveau courant.

La population d'Irissarry travaille-t-elle sur place ?

La Commune d'Irissarry est fortement agricole. Je n'ai pas de statistiques, mais je connais aussi beaucoup de personnes qui travaillent sur la côte, à Bayonne ou en Labourd intérieur, à Cambo, à Hasparren, certaines travaillent également en Basse-Navarre, à St Jean Pied de Port ou à Baigorri. Beaucoup d'actifs trouvent un hébergement en zone rurale à cause des prix exhorbitants du logement sur la côte basque. A ce jour, le gain de population est moins lié à notre capacité de créer de l' activité qu'à notre attractivité sur le marché du logement.

Avez-vous des relations fortes avec l'entreprise Etchart ou la Commanderie d'Irissarry ?

L'entreprise Etchart travaille avec nous pour l'entretien du réseau d'eau. Lors de construction de gros oeuvre, l'entreprise participe à nos projets aprés consultations et passations de marchés publics.
Dès le départ, la rénovation de la Commanderie a été un projet du Conseil Général auquel nous n'avons pas été associés. Nous bénéficions des bons services que peuvent nous offrir la médiathèque et la bibliothèque. Par ailleurs, il n'y a pas de relation entre notre Commune et cette structure du Conseil Général mis à part une convention signée pour l'utilisation de la cantine.

Quels sont vos principaux projets ?

Nous sortons d'un programme lourd d'aménagement du bourg. Nous comptons rénover l'école communale ou en construire une nouvelle, entretenir les réseaux d'eau potable, acheter du terrain pour construire un ou plusieurs hâmeaux pour les Irisartar, numériser le réseau pour la carte communale.

L'important dans la vie locale, n'est-ce pas la communauté de communes ?

Oui, mais tout dépend de sa pertinence. Nous avons été intégré contre notre gré à une intercommunalité qui reprend le périmètre du canton d'Iholdi sans aucune autre logique que la satisfaction d'ambitions personnelles. Les Irisartar vont à l'école, faire du sport, accomplir leurs achats, négocier avec leurs banques et même certains travailler, à St Jean Pied de Port. Nous n'avons aucune relation avec les Oztibartar partagés entre St Palais et St Jean Pied de Port. Les habitants d'Iholdi, d'Armendarits et de Lantabat quant à eux, sont attirés par St Palais.
Résultat, un projet de pôle médical à Larceveau n'intéresse pas grand monde au village, idem pour un pôle enfance à Iholdi. Une zone artisanale est prévue à Irissarry sans une phase d'étude prélable sérieuse et l'arrivée avérée des premières entreprises pour lancer le projet.
Avec 3600 habitants, cette communauté de communes n'a pas la masse critique suffisante. La part de fonctionnement fixe inhérente à ce type de structure est beaucoup trop élevée pour dégager des investissements conséquents. Ce type de communautés de communes n'est pas de nature à relancer le Pays basque intérieur.

Vous êtes critiques sur le fonctionnement de la politique locale ?

Plus généralement, il y a un empilement de structures beaucoup trop fort. Je suis favorable à une seule communauté de communes à l'échelle de la Basse-Navarre pour intégrer tous les services nécessaires et agir efficacement. Observez le nombre de syndicats isolés qui fonctionnent aujourd'hui. Comment voulez-vous qu'un élu membre de toutes ces structures puissent mener un travail de suivi réel partout. Si on y rajoute la lourdeur administrative française, on aboutit à un système local ineffi-cace.

Notre projet institutionnel pour le Pays basque défend le cumul des compétences d'un département et d'une région. Qu'en pensez-vous ?

Comme je vous l'ai dit précédemment, je pense indispensable de simplifier l'ensemble des structures territoriales et de les regrouper pour qu'elles fonctionnent mieux.

Que pensez-vous de Pays basque 2020 ?

En tant que nouvel élu de terrain, je n'ai pas été associé à cette démarche. Nous n'avons jamais reçu de communication de leur part. Je la découvre par la presse comme tout le monde.

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

Imprimé sur papier recyclé

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT
25 rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84
e-mail : lema@eaj-pnb.com - site : http://www.eaj-pnb.com
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h
Abonnement annuel 20 euros
Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60
Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Philippe Duluc 06 07 98 11 96 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd Sud, Florian Martin-Halty 06 42 17 60 13 - Saint Jean de Luz, Gaxuxa Elhorga 05 59 51 03 34.